Evaluation Finale du programme 2017-2021 programme
‘Travailler ensemble pour l’eau pour un future durable’,

Outcome 8 - Haïti

Les conditions de vie de la population sont améliorées grâce au développement de deux bassins versants selon les principes de GIRE.

Liste des abréviations et des acronymes

Abréviations/ acronymes	Explication
AEP	Accès Eau Potable
AG	Assemblée Générale
AI	Association des Irrigants
AIBIP	Association des Irrigants de Bidal/Pernal
AIKA	Association des Irrigants de K-Laroche
AISIC	Association des Irrigants du Système Irrigué de Croix-Fer
AIRM	Association des Irrigants de la Rivière Moustique
BV	Bassin Versant
CAEPA	Comité Adduction Eau Potable et Assainissement
CAR	Cellule d'Appui Régional
CBV	Comité Bassin Versant
CBVRMED	Comité de bassin versant de la rivière Moustique pour une Exploitation Durable
CL	Cadre Logique
CoPil	Comité de Pilotage
DGD	Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire
DINEPA	Direction Nationale Eau Potable et Assainissement
FONHADI	Fondation Haïtienne de l'Irrigation
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
JFW	JOIN FOR WATER
KSABV	Komite Swivi Amenajman Basen Vèsan
MOL	Maitrise d'Ouvrage Locale
MYP	Programme pluriannuel DGD
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
PC	Passe Catabois
PEPA	Plateforme Eau Potable et Assainissement
PI	Périmètre Irrigué
PM	Poste Métier
PV	Procès-Verbal
SAEP	Système d'adduction d'Eau Potable
SIG	Systèmes d'Informations Géographiques
TEPAC	Techniciens en Eau Potable et Assainissement pour les Communes
URD	Unités Rurales Départementales
TOC	Theory of Change

Content

1. Résumé 4
2. Introduction 6
2.1. Description brève des activités 7
2.2. Influences externes pendant le programme 9
3. Description de la méthodologie d'auto-évaluation 10
3.1. Approche méthodologique et outils de collecte de données. 10
Formation 11
Questions d'évaluation et préparation de la collecte des données 11
Travail de terrain – collecte de données 12
Restitution 12
3.2 Limites de l'évaluation 12
4. Résultats du programme en fonction des indicateurs objectivement vérifiables 14
4.1. Cadre Logique 14
4.2. Analyse des résultats et de l'atteinte des indicateurs 14
5. Changements induits par le programme 26
5.1. Changements par rapport à la gouvernance 26
5.2. Changements par rapport à l'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'eau agricole 27
5.3. Changements par rapport à la GIRE 28
6. Analyse selon les critères de Pertinence, efficience, efficacité, impact et durabilité + genre et participation 29
6.1. Pertinence 29
6.2. Efficience 30
Finances 30
Niveau d'implémentation et respect du planning 31
6.3. Efficacité 31
Analyse des constats faits sur le terrain au regard des résultats obtenus 31
6.4. Impact 35
Impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle 35
Impact sur la Santé 35
Impact environnementale 35
6.5. Durabilité 36
6.5.1. Durabilité institutionnelle 36
6.5.2. Durabilité financière 37
6.5.3. Durabilité sociale 37
6.5.4. Durabilité technique 38
6.5.5. Durabilité environnementale 39
6.6. Genre 39

6.7. Participation 40
7. Conclusion 42
8. Recommandations - Avec le recul, qu'aurions-nous fait différemment ? 43
9. Annexes 45

1. Résumé

Introduction

L'évaluation du programme 2017-2021 en Haïti a été une auto-évaluation impliquant l'équipe d'ODRINO, ITECA, CBVRMED ainsi que de Join For Water (Ouganda et Gand) et appuyée par le bureau externe Calipso-Ida. Le travail de terrain et les analyses ont eu lieu du 2/10 au 12/11/2021, suivi d'une restitution le 23/2/2022.

L'objectif de l'évaluation était de rendre compte des résultats obtenus et d'aider Join For Water, ses partenaires et d'autres parties prenantes dans la définition, l'amélioration et la mise en œuvre de futurs programmes. La forme d'auto-évaluation a été choisie pour augmenter l'appropriation des analyses et résultats de l'évaluation par les équipes des partenaires et de Join For Water.

Le programme d'ODRINO, CBVRMED et Join For Water s'est déroulé dans le Nord-Ouest de Haïti. Celle de ITECA et JFW dans la zone de Belladère (Est de Haïti). Il visait *l'amélioration de l'accès durable à l'eau et à l'assainissement par une meilleure gouvernance locale en appliquant des principes GIRE*.

Principales conclusions

A. Les **résultats** ont été atteints en bonne partie

1. Résultat 1: Les indicateurs ont été atteints partiellement. La stratégie d'accompagnement des comités de gestion n'a pas encore porté le résultat attendu. Le type et les modalités de gestion priorisés n'assurent pas la durabilité financière de la plupart des services. Aussi, l'appui aux partenaires à eu des résultats mitigés. ODRINO est plus performant dans le montage des projets, l'ingénierie sociale et l'administration des projets ainsi que le rapportage. CBVRMED est plus performant dans l'intermédiation sociale mais il reste encore faible dans l'application du cycle de projet. ITECA n'est pas parvenu à co-animer 2 plans stratégiques comme prévu. En revanche, le pourcentage de postes de responsabilité occupé par les femmes dans les comités a augmenté pour atteindre 78%.
2. Résultat 2 : Les indicateurs ont été atteints. La superficie protégée a augmenté avec 211 ha (+105% du prévu). Le nombre de familles qui optimisent l'utilisation de l'eau et d'autres ressources naturelles a augmenté avec +123% par rapport à l'objectif prévu.
3. Résultat 3 : la disponibilité d'infrastructures fonctionnelles d'eau a été améliorée par la réalisation et la réhabilitation des points d'eau (bornes fontaines, puits, prises privées, captages de sources, kiosques,…). Les valeurs d'indicateurs ont été dépassées, dû à la priorisation de certaines réhabilitations et la synergie avec un projet EU.
4. Résultat 4 : Les superficies de parcelles irriguées ont augmenté de 128 ha (+100%), cependant la durabilité n'est pas encore assurée (valeur de 50% de l'indicateur). Le nombre de personnes ayant un accès à l'eau agricole a augmenté de 1150 (+193% par rapport à l'objectif prévu). Mais, comme la durabilité n'est pas encore assurée l'indicateur à une valeur de 70%.

5. Résultat 5 : le nombre d'échanges et produits de capitalisation prévus a été largement dépassé. Cependant vu la situation politique et sécuritaire il était impossible de développer les actions de plaidoyer et difficile de partager dans les plateformes (seulement 1 plateforme).

B. L'objectif a aussi été obtenu en majeure partie avec certains défis :

1. Le nombre supplémentaire de personnes ayant accès à l'eau potable et le nombre de personnes qui améliorent leurs pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement a été atteint.
2. Le nombre de structures de gestion de l'eau fonctionnelles est 7 au lieu des 11 prévus. Surtout, la durabilité financière n'est pas assurée.

C. Pertinence : le programme est jugé pertinent vis-à-vis des priorités et des besoins. Tant que les populations n'auront pas un accès durable à l'eau et à l'assainissement, ces projets restent utiles pour atteindre l'ODD 6 d'ici 2030. De plus, l'épuisement des ressources naturelles exige une approche intégrée que nous atteignons via la GIRE.

D. Efficience : dans un contexte extrêmement difficile, le programme a été exécuté autant que possible, tant pour l'utilisation du budget, la réalisation des activités prévues que le respect du calendrier. Les défis se situent au niveau de l'insécurité et le Covid ce qui a résulté dans une circulation réduite des animateurs et, chez la population, l'attention était détournée vers d'autres préoccupations. En plus, l'accès aux intrants pour le programme était aussi touché.

E. Efficacité : l'ensemble des résultats a mené à une atteinte acceptable des objectifs. Une réflexion plus approfondie des indicateurs au début du programme aurait évité d'avoir quelques indicateurs difficiles à suivre ou des valeurs cibles pas tout à fait appropriées. La prise en compte des recommandations de l'évaluation à mi-parcours n'a pas contribué beaucoup aux résultats atteints, notamment en matière de la durabilité financière des services.

F. Impact : la mission d'évaluation a pu observer des changements importants au niveau de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Et, de cette façon, à une amélioration des conditions de vie dans le domaine WASH de la population. Il y a aussi des contributions à la santé, la productivité agricole, des changements de mentalité, une meilleure estime de soi, une plus grande compréhension des défis environnementaux et une meilleure articulation entre les acteurs. Le défi reste d'améliorer la gestion et le suivi financier par les structures de gestion. Enfin, un autre défi reste celui de suivre les services mis en place afin de pouvoir améliorer les interventions.

G. Durabilité

Institutionnelle : le programme a permis de renforcer la légitimité des comités de gestion auprès de la population via l'augmentation de l'accès à l'eau potable et des améliorations en matière de gestion et de redevabilité. On constate un engagement de la communauté dans la gestion de leurs points d'eau. Cependant, le travail largement bénévole induit un risque trop grand de désengagement à plus long terme. Et en pus, le renforcement et l'accompagnement des différents acteurs impliqués dans la mise en place et la gestion des services, l'assimilation et/ou la mise en pratique des formations et outils mis à disposition demeurent faibles.

Financière : La durabilité financière des CAEPA et des associations d'irrigants est globalement mise en péril à cause de la tarification qui ne représente pas le coût réel du service avec en plus, le faible taux de recouvrement des redevances. Le programme a quand même permis de mettre en avant cette faiblesse et d'initier des réflexions à ce sujet. Bien que les gestionnaires soient d'accord sur le besoin de révision des tarifs, la situation socio-économique du pays fait qu'il a été difficile d'aller plus loin dans la période de mise en œuvre.

Sociale : La participation des acteurs tout au long des activités dans une démarche participative axée sur les principes de la GIRE a permis de renforcer la cohésion sociale. Cependant, le contexte socio-économique particulièrement dégradé ces dernières années rend difficile de garder l'implication volontaire et l'esprit communautaire.

Technique : La plupart des ouvrages réalisés répondent aux normes et standards de qualité technique et les bénéficiaires sont impliqués dans la maintenance et la réparation. L'un des

défis reste à mobiliser les ressources nécessaires pour garantir le maintien des services dans le temps.

Environnementale : L'inscription des activités d'aménagement/reboisement des versants dégradés dans une approche participative au travers des comités de gestion des bassins a permis une prise de conscience des habitants. Le défi est d'arriver à une institutionnalisation des activités.

H. **Genre** : le programme a contribué à des changements visibles tant au niveau des besoins pratiques qu'au niveau des intérêts stratégiques. Une réelle représentativité des femmes dans des organes et des lieux d'échange a été atteint.

I. **Participation** : Les partenaires ont été responsables pour l'exécution du programme tandis que le rôle de Join For Water était de les appuyer méthodologiquement. Même s'il y a eu certaines incompréhensions chez ODRINO sur cette stratégie, globalement l'exécution a été bien assurée par les partenaires. Il n'y a pas eu une grande participation des autorités dans les différentes phases du programme. Quant aux usagers, ils participent de manière directe et indirecte à travers la prise en compte de leurs avis sur le choix des sites d'installation des ouvrages et leur représentation dans les différentes structures de gestion. Cependant, du progrès reste à faire pour atteindre une réelle gestion participative et représentative.

Principales recommandations

i. Assurer une communication performante entre partenaires. Définir clairement les rôles et responsabilités de chaque partenaire.
ii. Appliquer une logique d'intervention qui assure que le mode de gestion est adapté au service mis en place.
iii. Expérimenter avec différents types de gestion des services afin de pouvoir développer la meilleure gestion selon le contexte de l'intervention.
iv. Donner suffisamment d'attention à la bonne formulation des indicateurs, des valeurs à atteindre et la méthodologie de renseignement.
v. Développer une stratégie d'apprentissage : suivi continu du fonctionnement des services afin de pouvoir améliorer l'intervention de façon continue.

2. Introduction

Le programme de Join For Water en Haïti présenté en 2016 dans le cadre du programme pluriannuel 2017-2021 et cofinancé par la DGD visait à améliorer les conditions de vie de la population de la zone d'intervention à travers 4 axes :

- ✓ l'application des principes GIRE dans l'appui des acteurs locaux et partenaires ;
- ✓ des services d'eau agricole, d'eau potable et d'assainissement de qualité grâce à la bonne compétence des acteurs et les bonnes relations entre eux ;
- ✓ la protection des zones à risque d'érosion élevée ;
- ✓ la valorisation d'expériences.

Les actions se concentraient sur le bassin versant de la rivière Moustiques (nord-ouest) et celui de l'Onde Verte (centre). À Moustiques, le programme a été exécuté par ODRINO et à Onde Verte par ITECA. À Moustiques, le comité de bassin versant (CBVRMED) a été le partenaire dans la gestion de l'eau.

Zones d'intervention du MYP4 (●)

Join for Water a assuré le renforcement des capacités et l'encadrement des partenaires du programme au niveau technique, méthodologique/monitoring, organisationnel et financier/administratif. ODRINO et Iteca ont pris en charge le volet aménagement d'infrastructures et l'implémentation de mesures de gestion des services eau en concertation avec d'acteurs locaux (CAEPA, AIRM, Services déconcentrés de l'Etat, …). Le CBVRMED a été impliqué avec ODRINO dans le volet GIRE du programme au Nord-Est. A Belladère ITECA a pris en charge le volet GIRE.

Le but de cette évaluation à la fin de la cinquième année de ce programme est de rendre compte à la DGD et aussi d'aider Join For Water et ses partenaires dans la définition et la mise en œuvre de futures interventions. A travers cette évaluation, nous voulons également renforcer les capacités d'évaluation de Join For Water et de ses partenaires. L'évaluation était une auto-évaluation participative assistée, menée par Join For Water et ses partenaires et sous l'encadrement de consultants externes. Le cabinet Calypso.lda a été recruté pour y contribuer. L'équipe de Calypso.lda était composée de Nico Bakker (chef de mission) et de Raja Litwinoff.

2.1.Description brève des activités

L'objectif de ce programme était de travailler sur la gestion de bassins versants par une approche de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), en particulier en ce qui concerne l'approvisionnement en eau potable, l'utilisation de l'eau pour l'agriculture/irrigation et la protection des bassins versants avec des mesures antiérosives et préservation des ressources naturelles. Aux différentes interventions étaient associés les associations d'usagers en irrigation/eau potable, les artisans organisés, les comités de bassin versant, les autorités déconcentrées, les autorités locales et des Universités haïtiennes et belges. Les principaux résultats préconisés: l'extension du nombre de familles ayant accès à l'eau potable et l'eau agricole, l'amélioration de la gestion de l'eau et l'augmentation des superficies protégées. Il s'agit de la continuation d'un processus GIRE qui a démarré en 2011.
Les résultats et activités prévues dans le programme étaient :

Résultat 1: les organisations partenaires et les acteurs locaux assument leur rôle dans la planification, concertation, mise en œuvre, gestion et suivi
Ce résultat a été structuré en 6 volets d'activités :

- ✓ Développement d'une vision commune entre tous les acteurs dans les 2 bassins versants;

- ✓ Organisation des cadres de concertations entre acteurs du secteur eau et assainissement;
- ✓ Elaboration des plans stratégiques et opérationnels de bassins et sous bassins;
- ✓ Elaboration d'un programme de renforcement des organismes responsables (CAEPA, AI, CBV, etc.);
- ✓ Formation et appui aux comités de gestion autour de la Maitrise d'Ouvrage Locale (MOL) et selon le programme établi;
- ✓ Renforcement des capacités des partenaires: montage de projets pour la recherche de financement, la méthodologie de l'ingénierie sociale et la gestion administrative des projets (ODRINO); la maîtrise des techniques en protection de sol, l'approche GIRE, l'administration de comptabilité de projet et cycle de projets (CBVRMED); la capitalisation et diffusion des expériences, plaidoyer et l'approche GIRE (ITECA);

Résultat 2 : Des sous bassins versants à risque d'érosion élevé sont protégés et des effets multiplicateurs sont générés au niveau des deux bassins versants

Ce résultat était un gage de la durabilité environnementale du programme. La protection des ressources en eau était visée, en limitant l'action de l'érosion en amont des bassins versants: le cycle d'eau rallongé, la fréquence des inondations diminuée, les terres aptes à l'agriculture conservées et restaurées et la disponibilité en eau des nappes et rivières pour desservir les populations maintenue ou renforcée. Les interventions prioritaires identifiées dans les plans stratégiques étaient mises en œuvre tout en sensibilisant la population à la protection des ressources hydriques du bassin versant. Les systèmes d'informations géographiques (SIG) ont été utilisés pour mesurer l'augmentation des surfaces protégées et comme outils d'éducation et de sensibilisation des acteurs sur la protection des ressources naturelles.

Activités principales :

- ✓ Réalisation d'une cartographie participative de l'occupation du territoire pour chaque sous-bassin;
- ✓ Mise en place d'ouvrages antiérosifs dans les pentes (murets de pierres, rampes vivantes, …);
- ✓ Renforcement des pépinières locales pour la production d'arbres;
- ✓ Réalisation de parcelles agroforestières;
- ✓ Visites d'échanges avec des sous-bassins avoisinants;

Résultat 3 : l'accès à et l'utilisation de l'eau potable et des services d'assainissement sont augmentés

Le résultat visait à augmenter et améliorer l'accès à l'eau potable dans les deux bassins versants. Il concernait les activités de construction et de réhabilitation des ouvrages. Des travaux d'extension et de réhabilitation étaient prévus. Des sources isolées en amont des bassins versants ont été captées pour desservir le plus grand nombre possible d'usagers. Sur le plan de l'assainissement, ce résultat s'est concrétisé par un changement de comportements des familles, stimulé grâce à un travail continu de sensibilisation, la formation et la promotion de latrines.

Activités principales

- ✓ Diagnostic technique;
- ✓ Révision du système de gestion;
- ✓ Réhabilitation et/ou extension adduction;
- ✓ Aménagement et captage de sources isolées dans les sous-bassins versants d'intervention;
- ✓ Réalisation des cartes de localisation des points d'eau et ménages;
- ✓ Formations des usagers et des comités selon le plan de renforcement des capacités;
- ✓ Sensibilisation des communautés sur les bonnes pratiques d'hygiène et assainissement;
- ✓ Promotion de la gestion des déchets liquides et solides au niveau des ménages;
- ✓ Implication, tant que possible, des structures régionales et locales de la DINEPA, les Techniciens en Eau Potable et Assainissement pour les Communes (TEPAC) et les Unités Rurales Départementales (URD);

Résultat 4 : l'accès à, la gestion et la valorisation de l'eau agricole (irrigation et drainage) sont améliorés

Ce résultat portait directement sur la manière dont les eaux d'irrigation sont mobilisées, gérées et exploitées pour améliorer la sécurité alimentaire et l'économie de base des familles dans les deux bassins versants (Moustiques et Onde Verte). Les usagers regroupés en Associations d'Irrigants étaient formés en parallèle sur la gestion, l'entretien et la valorisation des périmètres irrigués, afin d'assurer la durabilité des infrastructures.

Activités principales:

- ✓ Identification des travaux prioritaires à réaliser (en appui aux AI);
- ✓ Etudes techniques des actions retenues;
- ✓ Travaux de consolidation et extension des ouvrages d'irrigation et de drainage;
- ✓ Appui à la gestion des ouvrages hydrauliques et des périmètres irrigués;
- ✓ Actualisation de la cartographie des parcelles irriguées dans les deux BV;

Résultat 5: les leçons et les acquis dans les 2 bassins versants sont partagés, capitalisés, diffusés et utilisés dans le plaidoyer

Les activités, menées dans une approche de Recherche-Action, ont été capitalisées, diffusées et servent à mener des actions de plaidoyer.

2.2. Influences externes pendant le programme

Influence externe	Explication et effets éventuels sur le programme
Risques évoqués dans le DTF	
Occurrence d'événements climatologiques extrêmes	Haïti a été frappé par 2 cyclones et un tremblement de terre (magnitude de 7.2). La zone d'intervention n'était pas dans le centre des cyclones et le tremblement a surtout frappé le sud-ouest de Haïti
Paralysie politique au niveau national - insécurité	Tout au long du programme, il y a eu une crise politique en Haïti. Cette crise s'est accompagnée de grèves régulières, de blocages de routes et d'émeutes qui ont également perturbé davantage le tissu économique du pays. Un creux récent a été atteint avec l'assassinat du président. Le manque de leadership et de stabilité dans le pays a permis aux gangs de terroriser la population en toute impunité (meurtres, enlèvements, etc.) tant sur les routes principales (barrages routiers) qu'à l'intérieur (attaques de villages, etc.). Tout cela a entraîné des problèmes constants pour obtenir les intrants nécessaires au projet, étant donné l'isolement relatif de la zone d'intervention. Au dernier trimestre de 2021, la situation s'est aggravée au point que le carburant n'était plus disponible avant la fin de l'évaluation et que les membres étrangers de l'équipe d'évaluation ont dû quitter le pays. Des consignes de sécurité ont donc été élaborées par Join For Water (le transport sur les grandes routes interprovinciales a été interdit ; aucun déplacement après le coucher du soleil, payer le plus possible par chèque ou par virement bancaire, etc.).

Influence externe	Explication et effets éventuels sur le programme
Crise économique	La crise politique et l'insécurité a aussi augmenté la crise économique. Spéculation, variation du taux de change et des prix sur le marché pendant la période de mise en œuvre du programme. Le programme c'est adapté en achetant plus de matériel aux Etats Unis. Vu la présence du port de Port de Paix le programme n'a pas dû s'arrêter.
Autres influences externes apparus pendant la mise en œuvre du programme	
Covid-19	Quand le COVID-19 est apparu, on s'est adaptée à la situation nouvelle en suivant les règles de distanciation sociale et de bonnes pratiques de lavage des mains. Le covid-19 a cependant eu d'incidences sur la réalisation du programme. L'accompagnement des comités était très difficile (interdiction de se réunir pendant plusieurs mois,…) ce qui a influencé le niveau atteint des indicateurs concernés

3. Description de la méthodologie d'auto-évaluation

3.1.Approche méthodologique et outils de collecte de données.

Introduction

Il s'agit d'une auto-évaluation assistée. Ceci implique que l'évaluation a été faite par les partenaires ODRINO, ITECA, CBVRMED et Join For Water avec l'appui du bureau Calipso.Ida. L'objectif est de rendre compte des résultats obtenus à la DGD, mais l'évaluation aidera aussi Join For Water, nos partenaires et autres parties prenantes dans la définition, l'amélioration et la mise en œuvre de projets/programmes futurs. La forme d'une auto-évaluation assistée a été choisie pour augmenter l'appropriation des analyses et résultats de l'évaluation par les équipes des partenaires et Join For Water.
L'auto-évaluation était aussi une évaluation entre pairs, ce qui se concrétisait à trois niveaux: (a) des échanges entre pairs sur le terrain (comités de gestion); (b) l'implication de collaborateurs d'autres pays où Join For Water est active (Ouganda + siège); et (c) l'échange entre l'équipes de terrain de JFW-ODRINO et JFW-ITECA. Vu les contraintes de sécurité ODRINO a préféré de ne pas participer à l'évaluation dans la zone de Belladère (zone d'intervention d'ITECA). L'annexe reprend les participants à l'évaluation.
Au cours du programme, une évaluation à mi-parcours a été faite sur l'accès universel et la durabilité financière. Ce rapport fait référence à l'utilisation des recommandations de cette évaluation à mi-parcours aux endroits appropriés.

L'évaluation comprenait 04 étapes :

- Une phase préparatoire dans laquelle Join for Water et les partenaires du programme ont été formés à travers des sessions online avec le cabinet de consultance Calypso.Ida.
- Travail préparatoire de définition détaillée des questions d'évaluation, du planning et de la logistique des rencontres avec les parties prenantes
- Phase de collecte de données et d'analyse
- Formulation du rapport.

Les sources d'information suivantes ont été utilisées pour l'évaluation, qui ont servi à la triangulation:

- Informations issues d'entretiens et d'exercices participatifs avec les différentes parties prenantes du projet : partenaires, comités de gestion (CAEPA, AIRM, AI, Comités bassins versant) et les bénéficiaires directs (ménages).
- Informations provenant du système de suivi de Join For Water et des partenaires du projet : rapports annuels, cadre logique, suivi budgétaire, données de suivi par les partenaires avec l'outil Kobo, etc.
- Observations faites durant la collecte de terrain – pendant l'évaluation il y avait une manque de carburant dans le pays. Ceci a limité les visites de terrain. Cependant un collaborateur de Gand était déjà sur place avant l'évaluation et a pu visiter les différents sites auparavant
- Rapports SIG

Formation

Au cours de la formation en ligne, qui a duré trois jours, les sujets suivants ont été abordés :

- Jour 1 : introduction aux termes de référence, l'évaluation comme phase du cycle de projet, les critères d'évaluation de l'OCDE, le genre et la participation ;
- Jour 2 : outils de gestion de projet : cadre logique (CL) et théorie du changement (TOC), définition des questions clés, focus sur 4 thèmes (accès à l'eau, gouvernance, GIRE et capitalisation/lobbying), matrice d'évaluation, inventaire des outils d'évaluation ;
- Jour 3 : défis dans la collecte et l'analyse des données, approche de pair à pair, structure du rapport, disponibilité du personnel et autres éléments pour un planning de la mission d'évaluation.

Les structures suivantes ont participé à cette formation : 3 représentants de Join for Water Haïti, 3 représentants de ODRINO, 3 représentants de ITECA, un représentant de CBVRM, ainsi qu'un représentant de Join For Water Belgique.

Questions d'évaluation et préparation de la collecte des données

Comme convenu avec l'équipe d'évaluateurs, des questions évaluatrices spécifiques ont été formulées sur 4 sujets: eau et assainissement, GIRE, gouvernance et capitalisation. Pour faciliter les entretiens, des sous-questions ont été formulées. Par sous-question était défini où trouver l'information, l'outil de collecte et le lien éventuel avec des indicateurs du cadre logique. Les questions et sous-questions se trouvent en annexe (Tableau 1).

Pendant la formation, un grand nombre de questions d'évaluation ont été formulées par les partenaires et Join For Water selon différents focus. Dans une seconde phase, la CAR Haïti et ODRINO ont décidé d'en retenir un nombre limité, sur la base de la pertinence (intérêt pour Join For Water et ODRINO, liens avec le prochain programme quinquennal …) et de la faisabilité de ce processus d'auto-évaluation. L'ITECA n'a pas pu participer dans cette seconde phase dû à une coupure d'internet dans leur zone d'intervention. Ces questions ont été fortement liées au focus mis sur les changements induits par le programme et aux critères d'évaluation de l'OCDE.

Une matrice de caractérisation des questions d'évaluation a été proposée par les consultants lors de la formation. Elle a été reprise par l'équipe d'évaluation et les informations suivantes ont été précisées pour chaque question : quelles sont les données ciblées ? quelles sont les sources ou les modes de collecte à considérer ? quels sont les acteurs ciblés ? quels outils de collecte sont à prévoir (enquête acteurs, exploitation des données de suivi, autres documents existants …) ? Qui va collecter ?

Un planning et la logistique des différentes rencontres (courriers à destination des acteurs à rencontrer…) ont été élaborés.

A côté de cette démarche d'enquête auprès d'acteurs du programme et en lien avec des questions d'évaluation, un travail d'analyse du cadre logique et des données collectées par les dispositifs de suivi évaluation mis en place par le programme a été mené parallèlement par Join for Water. Ce travail a consisté à finaliser les valeurs atteintes par les indicateurs, à identifier les mots clés caractérisant ceux-ci, à préciser les modes de calcul et à rassembler les différentes sources de vérification pour l'ensemble des indicateurs. Ces informations ont été présentées à l'équipe d'évaluation et cela a permis d'appuyer l'analyse en apportant des données vérifiables et utilisables pour la triangulation des différentes informations collectées.

Un travail d'analyse du suivi budgétaire a également été mené au préalable de l'analyse des données collectées pour l'évaluation, en lien principalement avec l'appréciation de l'efficience du programme.

Travail de terrain – collecte de données

L'équipe d'évaluation a été enrichie par l'arrivée de 02 collègues de Join For Water (une personne du siège et une personne d'Ouganda). Les deux premiers jours de la mission d'évaluation ont été consacrés à la présentation du programme, des outils d'évaluation, les questions évaluatrices et du planning finalisés à l'ensemble de l'équipe d'évaluation. Cela a permis notamment aux 2 personnes externes de mieux comprendre le contexte d'implémentation du programme et de son évaluation.

Le travail de terrain a consisté en des groupes de discussion, des entretiens semi-structurés, des observations de terrain. Les différentes sessions ont été modérées par le personnel des organisations partenaires et de Join For Water.

Restitution

Dû à l'insécurité dans le pays (kidnapping sur les axes principales) et la crise de carburant pendant le dernier trimestre de 2021 qui entrait dans une phase critique à la fin de l'évaluation (cad pas de carburant vendu) il était impossible de réunir les différents acteurs pour la restitution. L'approvisionnement du carburant est en train de retourner vers le normal depuis fin janvier et la restitution est planifié pour le 23/2/22.

Les partenaires ont participé à une des séances « Capitalisation » avec l'outil FORUM (au Burundi).

3.2 Limites de l'évaluation

L'auto-évaluation a été fortement limitée par l'insécurité dans le pays et la crise de l'essence :

- L'évaluation de la zone d'intervention autour de Belladère a dû être raccourci.
- Plusieurs rencontres n'ont pas pu avoir lieu vu l'absence d'essence pour le transport des participants.
- Les collègues de Join For Water Belgique et Ouganda ont dû quitter le pays plus tôt que prévu.
- L'auto-évaluation n'inclut pas de regard externe même si cela a été atténué par la présence de personnes sans lien direct avec le programme (Join For Water Ouganda et Belgique) et par le croisement des observations (focus groupes entre différents comités de gestion).
- Une grande partie des réalisations dans le Nord-Ouest a seulement pu être visitée par un collaborateur de Gand. Dans la zone de Belladère seulement quelques infrastructures ont pu être visité par le collaborateur d'Ouganda. Ceci rend l'échantillonnage des observations des investissement très limité. Avec les entretiens et focus groups on a essayé de donner une vision

suffisamment solide et nuancée. Cependant ces données doivent être vues avec un œil plus critique.

- Les évaluations entre pairs sont à traiter avec prudence car n'entrent pas toujours en profondeur; leurs résultats doivent toujours être mis en relation avec d'autres méthodes comme les observations de terrain, focus groups et interviews.

Ceci fait que toutes les données n’ont pas pu être vérifiées et que la triangulation des différentes informations collectées a été limitée.

4. Résultats du programme en fonction des indicateurs objectivement vérifiables

4.1.Cadre Logique

Les indicateurs

Les indicateurs tels que formulés ne permettent pas de bien cerner les changements apportés par le programme. De plus, il y a le résultat qui n'a qu'un indicateur. Certains aspects de ce résultat n'ont pas d'indicateurs permettant de les apprécier.

Certaines informations collectées ne sont pas présentées comme prévu dans le cadre logique (avec la distinction hommes-femmes).

Par rapport à l'objectif spécifique, tenant compte aux indicateurs qui ont été définis, on peut dire que cet objectif est atteint car les indicateurs relatifs à l'accès à l'eau potable et à l'amélioration des pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont atteints à plus de 100%, résultats aussi liés à la synergie Join for Water/BD dans le Centre du Pays et la complémentarité du projet GIRE-SECALM financé par l'UE dans le Nord-Ouest du Pays. Mais l'indicateur relatif à la gestion des infrastructures est atteint à 64%. Les activités liées aux infrastructures et à l'amélioration des pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont réalisées de façon satisfaisante ; mais celles relatives au fonctionnement/gestion des systèmes ne le sont pas. Un faible pourcentage d'usagers paie pour les services de l'eau. Le suivi auprès des usagers pour les sensibiliser pour payer les redevances pour les services de l'eau ne se fait pas comme il aurait dû être fait. Toutes les structures de gestion des services en eau ont une gestion totalement communautaire à l'exception du SAEP de Poste-Métier qui n'est pas totalement communautaire. Les techniciens sont payés et les comités des fontaines reçoivent une gratification. Et c'est cette structure qui est mieux gérée et qui a plus d'informations disponibles.

Enfin, il faut noter que les sources de vérification des informations fournies dans ce rapport sont plus qu'internes qu'externes. Elles sont surtout constituées de rapports internes (rapports annuels, rapports de missions, etc.). Très peu d'informations peuvent être vérifiées à partir des sources externes.

Voir le tableau 2 en annexe pour tous les détails liés aux résultats obtenus.

4.2.Analyse des résultats et de l'atteinte des indicateurs

Objectif spécifique : Les conditions de vie de la population sont améliorées grâce au développement de deux bassins versants selon les principes de GIRE

IO.1 : Nombre supplémentaire de personnes (H/F) ayant accès à l'eau potable grâce à l'amélioration des infrastructures

Accès à l'eau : une famille a accès à l'eau lorsque le trajet (aller- retour) du point d'eau ne dépasse pas trente (30) minutes.

Pour chaque nouvel aménagement (captage d'une source, extension sur le SAEP, réparation d'un point d'eau) on va dénombrer les nouvelles familles bénéficiaires. Une carte communautaire et un tableau seront utilisés comme outils de collecte des informations sur les nouvelles familles, cette carte sera

complétée par les membres de la communauté bénéficiant de l'aménagement (Cahier de monitoring du programme, version actualisée, sept 2018).

Par des programmes antérieurs, 22.100 personnes ont accès à l'eau potable grâce à l'amélioration des infrastructures d'eau potable. Avec la mise en œuvre du MYP 2017-2021, il était prévu d'augmenter de 3.300 le nombre de personnes supplémentaires ayant accès à l'eau. Avec la mise en œuvre de ce programme, on arrive à dépasser les prévisions de plus de 6.000 personnes (rapports annuels/base de sonnées des CAEPA). Cela est dû grâce à la synergie entre le programme et un programme d'UE qui a permis d'installer plus de points d'eau dans le Nord-Ouest et le fait que le programme c'est concentré sur les réhabilitations.

Le programme a grandement contribué dans l'amélioration des conditions d'approvisionnement en eau potable des bénéficiaires des zones d'intervention, mais il reste encore beaucoup à faire pour diminuer les temps de marche de bon nombre d'habitants des localités enclavées.

IO.2 : Nombre de personnes (H/F) qui améliorent leurs pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement.

Par pratiques d'hygiène on entend un ménage qui : (i) fait le traitement et conservation de l'eau de boisson, (ii) lavage des mains avant repas, (iii) lave les mains après utilisations des toilettes, (iv) assure la gestion des toilettes/latrines, (v) lave des fruits et des légumes avant consommation, (vi) conserve les nourritures

Par pratiques d'assainissement on entend : (i) gestion des déchets (déchets cuisine, eaux usées, récipients usagés, etc.), (ii) pas de défécation à l'air libre, (iii) réduction des risques de zoonose.

Pour mesurer cette amélioration, on utilise des fiches d'enquête tout en se référant à la ligne de base qui avait pris la photo de la situation de départ (Cahier de monitoring du programme, version actualisée, sept 2018).

Au démarrage du programme, cent (100) personnes dont 49 hommes et 51 femmes ont leurs pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement amélioré. Avec l'exécution du programme, il était prévu d'améliorer les pratiques d'hygiène et d'assainissement de 800 personnes supplémentaires. Ce qui ferait passer à 900 le nombre de personnes (439 hommes et 461 femmes). Grâce aux activités mises en œuvre au cours de la période d'exécution du MYP 2017-2021, on a eu 4.295 personnes (rapports annuels/enquête sur l'hygiène et assainissement réalisée à Belladère) ont leurs pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement amélioré. Ce résultat spectaculaire est dû grâce aux actions de sensibilisation par rapport au respect des principes d'hygiène et d'assainissement réalisées surtout après l'apparition de la COVID-19.

Malheureusement, les informations telles que présentées par les acteurs n'ont pas permis toujours de les présenter par sexe.

IO.3 : Nombre de structures de gestion de l'eau fonctionnelles dans le Bassin Versant Moustiques

Par structure fonctionnelle, on entend des structures dont les comités de gestion se réunissent suivant une fréquence régulière ; organisent des AG, espaces pour la reddition de comptes importants ; tiennent des archives pour registre des membres et la gestion de redevances ; ont un bureau pour les rencontres (Plan de monitoring, 2017-2021, version actualisée sept 2018)

Trois (3) sur 11 des structures de gestion de l'eau étaient fonctionnelles avant la mise en œuvre du MYP 2017-2021. Pour changer cette réalité, il était prévu d'avoir, à la fin de la mise en œuvre du programme, onze (11) structures fonctionnelles. La mise en œuvre du programme n'a pas abouti avec le résultat escompté. Seulement 7 des structures de gestion de l'eau sont fonctionnelles à la fin de la mise en œuvre du programme. On n'a pas atteint le résultat parce que : (i) toutes les structures ne respectent pas la fréquence pour la tenue des réunions (cas des CAEPA de Passe-Catabois, de Lacoma et de Dispite et de l'AIRM et de AIBIP) ; (ii) les archives ne sont pas toujours bien tenues ; (iii) la majorité de structures de gestion de l'eau n'ont de bureau à l'exception des CAEPA de Poste-Métier et de Croix-Fer et l'AIKA.

Pour garantir l'accès à l'eau dans le temps et dans l'espace, il faudrait une gestion rationnelle avec des outils appropriés. Or le CAEPA de Passe-Catabois et l'AIBIP sont loin d'avoir une gestion rationnelle. Ils n'ont suivi les outils de gestion préparés à cet effet et n'ont pas un système permettant de retracer facilement les transactions faites.

Résultat 1 : Les organisations partenaires et les acteurs locaux assument leur rôle dans la planification, concertation, mise en œuvre, gestion et suivi

IR1.1 : Degré d'exercice du mandat des acteurs (CAEPA, AI, CBV, CoPil)

Au cours de la mise en œuvre du MYP 2017-2021, plusieurs acteurs ont été impliqués. Il s'agissait de ceux impliqués dans la gestion de l'eau tels les Association d'Irrigants (AI), les Comités d'Approvisionnement en Eau Potable et d'assainissement (CAEPA) et les Comités de Bassins Versants (CBV). Les critères : tenue de réunions, d'assemblées générales (AG), tenue des archives, la collecte et la gestion de redevances (AI et CAEPA) ont été préalablement définis en vue de mesurer le degré d'exercice de mandat des différents acteurs. Au départ, le degré d'exercice du mandat de ces acteurs, assez instable, était de 27%. Il était prévu, à la fin du programme, d'avoir 70% comme degré d'exercice du mandat. En dépit des accompagnements apportés à ces structures par le programme pour les aider à s'acquitter de leurs responsabilités, on ne parvient pas à atteindre le résultat escompté. Le résultat moyen obtenu est de 45%. Il faut aussi dire que les résultats obtenus se diffèrent d'une zone à l'autre et d'une structure à l'autre. On n'arrive pas au résultat fixé pour cet indicateur car : (i) Les bordereaux ne sont pas toujours distribués à temps ; (ii) Les membres des structures de gestion de l'eau ne mettent pas le temps nécessaire pour faire le suivi auprès des usagers. Le type de gestion priorisé par la structure de régulation (gestion communautaire) n'est pas efficient. Les résultats seraient tout à fait différents si on avait quelqu'un rémunéré pour faire le suivi auprès des usagers pour le paiement des redevances. En ce qui a trait à la gestion des redevances, les CAEPA de Poste-Métier et de Croix-Fer les gèrent sur des comptes en banques ; mais quant au CAEPA de Passe-Catabois, jusqu'à présent il gère les redevances dans une caisse qui est gardée par la trésorière, une gestion qui n'est pas rationnelle. (iii) manque d'implication/engagement des communautés dans les réflexions préalables aux travaux d'infrastructures de l'eau. On a constaté que les équipes « infrastructures » et « ingénierie sociale » ont travaillé sans concertation entre eux. Pour la plupart des systèmes il n'y avait pas un engagement des communautés bénéficiaires pour son entretien et réparation/remplacement et un accord sur le type de gestion n'était pas établi avant la mise en place des services. Pour la plupart des services les usagers ne sont pas conscient de toutes les charges opérationnelles pour bien fixer les tarifs à payer.

En annexe (Tableau 3) se trouvent le degré d'exercice de mandat des différents structures.

Structures eau potable

CAEPA Croix-Fer

Le CAEPA de Croix-Fer est un CAEPA qui est dirigé par une équipe motivée et expérimentée pour la plupart de ses membres. Il est formé de représentants/tes de différentes localités desservies par ce système. Il organise régulièrement ses AG qui sont des espaces de redditions de comptes aux usagers, tient ses réunions mensuelles et organise l'archivage de ses dossiers. Il fait une gestion transparente des redevances. Ils disposent d'outils nécessaires pour faire la gestion du SAEP. Toutefois, la collecte des redevances est son point faible. Le taux moyen de collecte de redevances est de 29.85%. En dépit des rencontres et des sessions de formation réalisées, des stratégies adoptées pour la composition du CAEPA, les résultats se font encore attendre.

CAEPA Poste-Métier

Parmi tous les CAEPA accompagnés par le programme, le CAEPA de Poste-Métier est le plus performant. Il est reconnu nationalement pour sa performance. Il est bien équipé en matériels ;

organise son stock et en fait une bonne gestion ; organise régulièrement ses AG et réunions (à noter que le CAEPA de Poste-Métier commence à se réunir bien avant le fonctionnement du SAEP) ; collecte les redevances et en fait une gestion rationnelle. Il est dirigé par une équipe compétente et motivée et qui a une légitimité auprès des localités utilisant le service de ce SAEP. Ses techniciens sont rémunérés et les membres des comités de fontaines reçoivent une gratification pour leur collaboration pour le fonctionnement du système. De plus, le SAEP de Poste-Métier est le seul parmi ceux accompagnés par le programme qui disposent de compteurs permettant de fermer l'eau quand un usager ne paie pas pour les services de l'eau. Ils sont des dispositifs de gestion très importants pour la gestion du SAEP. Toutefois, il y a des questions qu'on se pose sur la durabilité de cette performance au cas où le Président actuel n'est plus Président.

CAEPA Passe-Catabois

Le système d'adduction d'eau potable (SAEP) de Passe-Catabois est le plus ancien de tous les systèmes appuyés par le programme. Pourtant, il est parmi les 2 systèmes appuyés dans ce programme qui ne fonctionnent pas. Les membres du CAEPA ne se réunissent pas ; ils n'organisent pas d'AG depuis belle lurette. Les nouveaux membres qu'on a dans le comité ne sont pas élus. Ils sont par nomination. L'équipe d'ingénierie sociale d'ORDINO, avec l'appui de Join for Water, a tout fait pour redresser la situation mais aucun signe d'amélioration n'est observé jusqu'ici.

La collecte de redevances reste faible et la gestion laisse à désirer. Il n'y a pas d'espaces pour la reddition de compte aux usagers puisqu'on n'a pas d'AG depuis longtemps.

CAEPA Lacoma

Lacoma est une nouvelle zone d'intervention de Join for Water/ODRINO. Le SAEP de Lacoma existait déjà bien avant l'arrivée de Join For Water dans cette zone. Il a été rendu non fonctionnel par le cyclone Matthew en 2016. Ce dernier a causé de grands dommages au SAEP constitué de 17 fontaines. Quatre de ces 17 fontaines ont été réparées par le programme en 2020-2021. Il y a encore beaucoup de travail à faire pour remettre tout le système fonctionnel. Mais il faut dire que les usagers ne paient pas pour le service et il n'y a pas moyen de fermer l'eau pour les faire payer car la conception du système n'a pas permis cela. D'où la nécessité de bien faire le lien entre la technique et la gestion au moment de la conception des systèmes.

Il faut aussi dire que le CAEPA de Lacoma n'organise pas d'AG avec les usagers du SAEP et de réunions mensuelles avec les membres du comité. Donc, étant une nouvelle zone d'intervention, ODRINO doit donner une attention spéciale à cette structure pour parvenir à la renforcer pour arriver à bien jouer son rôle. L'intervention continuera dans le prochain programme.

CAEPA Foison

Le SAEP de Foison a été construit par le programme. Il est constitué pour le moment de 6 fontaines. C'est un système par pompage. Il est géré par un CAEPA qui a été formé bien avant le fonctionnement du SAEP. Il tient ses réunions et géré les redevances collectées pour le fonctionnement du système. Au moment de la construction du système, il n'y a pas eu assez d'échanges entre l'équipe technique et celle d'ingénierie sociale d'ODRINO. Le coût de l'action, élément essentiel associé aux charges opérationnelles dans une perspective de constitution de fonds pour le renouvellement du système, est fondamental pour le système de tarification. Une discussion en profondeur avec les communautés pour partager les coûts de mise en œuvre de l'action et celui d'opération du système pour trouver une entente avec elles bien avant de démarrer des activités de terrain n'a pas été faite. Cette discussion était extrêmement importante pour déterminer le tarif tenant compte des coûts de fonctionnement et de renouvellement du système et/ou de l'entente trouvée. Le tarif actuellement en vigueur pour ce SAEP ne permettra pas au système de se régénérer. La révision du système tarifaire est une nécessité. Sera repris dans le suivant programme.

CAEPA Caluc

Le CAEPA de Caluc a été renforcé par le programme par la construction de 5 fontaines. Il organise ses rencontres régulièrement avec les usagers du SAEP. Le SAEP fonctionnait au départ sans un CAEPA. Mais il faut dire qu'après avoir formé le CAEPA, les membres se montrent très motivés et sont avides de formation. Il s'agit d'une intervention récente qui nécessitera encore de l'appui dans le nouveau programme.

CAEPA Dispite

Les membres du CAEPA se réunit régulièrement. Ils organisent l'AG avec les usagers ; ils tiennent les réunions entre eux ; mais la collecte de redevances des membres n'est pas encore effective puisque la remise du SAEP ne se fait pas encore et le tarif n'est pas encore défini. L'intervention continuera aussi pendant le nouveau programme.

Structures eau agricole

Le degré d'exercice de mandat pour les structures eau agricole varie d'une structure à l'eau. Le plus fort pourcentage est observé chez AIKA (voir le tableau 4 en annexe).

AISIC

Le périmètre irrigué (PI) de Croix-Fer est le plus ancien des 3 systèmes accompagnés par le programme dans la commune de Belladère. Pourtant il se trouve dans une situation plus inquiétante par rapport aux normes de fonctionnement. Il n'organise pas toujours ses AG, les réunions entre les membres du comité ne se fait pas régulièrement, le taux de collecte moyen de redevances est très faible, le temps de réponse aux problèmes est relativement élevé. Il faut aussi dire que l'eau serait mieux valorisée avec un accompagnement plus soutenu des usagers par l'AI.

AIKA

C'est le système le mieux structuré. Il a un taux de collecte de redevance plus élevé parmi les AI accompagnées par le programme. Il est organisé en blocs. Les membres des comités des blocs ainsi que ceux du comité exécutif se réunissent régulièrement pour discuter des affaires du PI. Ils sont régulièrement renouvelés par voie électorale. Il fait bon usage des redevances collectées en réalisant certains travaux de réhabilitation et d'entretien sur le système. A partir de des fonds collectés, l'association est dotée d'un bureau. Pour cette année de 2021, l'AIKA a fait davantage d'efforts dans la collecte de redevances. Il a un taux de collecte de redevances de plus de 90% (registres de l'AI). Toutefois, l'AI n'est pas performante dans la tenue des archives et ne sensibilise pas assez les usagers pour abandonner les cultures traditionnelles (arachide, haricot) au profit des cultures de rente (espèces maraîchères).

AIBIP

L'AIBIP ne réalise pas régulièrement ses AG pour le renouvellement des membres du comité exécutif. Il a un faible taux de collecte de redevances. Comme AIKA, les membres du comité exécutif viennent des blocs. L'AIBIP, comme les autres AI n'a pas fait assez pour aider le PI à être mieux gérer et valorisé.

AIRM

L'AIRM est divisée en trois blocs indépendants et chaque bloc est constitué d'un ensemble de canaux. Chaque canal a un comité. Le comité de bloc est constitué à partir des représentants des comités de canaux. Il en est de même pour le comité de coordination de l'AIRM qui assure la coordination dans les 3 blocs, il est composé de représentants des 3 blocs.

La réalité est différente d'un bloc à l'autre. Il faut aussi dire que le contexte a grandement changé. Dans le temps l'eau arrivait au bloc 3, mais maintenant avec la diminution du débit, l'eau n'arrive plus en continuation au bloc 3. Les usagers de ce bloc pratiquent généralement l'irrigation par épandage de crue. Toutefois, il faut dire que la situation va améliorer pour ce bloc grâce au forage de

deux puits sur lesquels on va installer des pompes. Mais le nombre d'hectares qu'on va irriguer est nettement inférieur par rapport aux besoins. Donc il faudrait penser à améliorer le design/concept de distribution avant l'installation des pompes.

Il faut aussi dire :

- qu'il y a un manque d'implication de la coordination de l'AIRM dans les réalisations du bloc 3 ;
- L'équipe de l'ingénierie sociale d'ODRINO n'est pas toujours associée au bon moment. Elle doit être associée à la technique pour faire un plan de base au démarrage des travaux techniques. Elle doit intervenir avant les interventions de construction pour bien préparer le terrain contre tout acte de conflit qui pourrait faire surface.

L'AIRM a réalisé son AG depuis 2018. Maintenant on est en train de travailler sur la restructuration des blocs en fonction de l'accès à l'eau et on va adapter le tarif en fonction du système (système gravitaire pour les blocs 1 et 2 et par pompage pour le bloc 3).

La coordination organise régulièrement ses réunions et un procès-verbal est élaboré et archivé pour chaque réunion. Mais il n'est pas le cas pour les comités des blocs et des canaux.

L'appui aux AI sera assuré par les projets de l'UE de Join For Water/ODRINO dans la zone.

Comités de bassins versants (CBV)

Le programme comptait appuyer 2 CBV dont un dans chaque département d'intervention. Malheureusement celui du sous bassin versant de Roche Plate, dans le centre, n'a pas été mis en place. Toutefois, le programme arrive à structurer 3 comités au niveau de 3 micro-bassins versants. Ces derniers participent dans les rencontres de Comité Pilotage, des visites d'échanges et assurent le suivi des travaux d'aménagement de versants.

Quant au CBV de la Rivière Moustiques pour une Exploitation Durable (CBVRMED), il est dans une phase de restructuration car, pour le moment, il se veut être plus dans la coordination/suivi que dans l'exécution. Grâce aux appuis fournis par le programme, le CBVRMED a une meilleure compréhension de son rôle d'arbitre pour le développement du bassin versant. Toutefois, il n'est pas encore capable d'assurer à 100% seul son rôle.

Il organise des rencontres avec les structures locales en vue de les motiver et susciter de l'intérêt chez elles pour s'investir dans la gestion de l'environnement (exemples : (i) des professeurs qui s'impliquent et forment une cellule d'éducation à l'environnement ; (ii) des groupes de femmes qui veulent davantage s'impliquer dans la production et transplantation de plantules ; (iii) l'AIRM en collaboration avec les professeurs qui veulent s'impliquer dans le suivi météorologique).

Il faut aussi souligner que le CBVRMED est renforcé par un Secrétaire et un Comptable pour mieux gérer ses archives et sa gestion administrative et financière.

IR1.2 : Degré de performance [1] des principaux partenaires dans l'exécution des priorités des bassins versants, au point de vue technique et ingénierie sociale.

Lors de l'élaboration du MYP 2017-2021, des besoins ont été identifiés chez les partenaires de mise en œuvre. La situation de départ c'est que : ODRINO était fort en réalisation des infrastructures eau potable et agricole mais moins fort en ingénierie sociale, élaboration de projets, en administration et rapportage. Pour le CBVRMED, il avait une grande expertise dans les techniques de protection de sol, mais faible dans l'intermédiation sociale et l'application du cycle de projet. Quant à ITECA, il était fort en ingénierie sociale mais il avait de grands besoins d'apprentissage en GIRE.

Dans la mise en œuvre du programme, il a été prévu de (i) de rendre ODRINO performant dans le montage des projets, l'ingénierie sociale et l'administration des projets ainsi que le rapportage ; (ii) rendre le CBVRMED performant dans l'intermédiation sociale et application du cycle de projets ; (iii) aider ITECA à parvenir à co-animer 2 plans stratégiques dans 1 sous-bassin.

ODRINO

Pour ODRINO, cet indicateur est atteint à 80% (voir analyse de performance). Grâce à l'exécution de ce programme, ODRINO est renforcée en ingénierie sociale. Il a une équipe très dynamique. Dans ses

interventions, il a bien pris en compte les recommandations de l'évaluation de 2016 pour mieux associer les acteurs/bénéficiaires dans l'ingénierie sociale. Il est aussi renforcé en GIRE. L'équipe a été formée lors de la réalisation de l'étude GIRE au niveau de six sous-bassins versants des 3 rivières. L'expérience a été très intéressante. Maintenant l'équipe est capable de piloter seule une étude GIRE. En ce qui concerne le montage de projets et de rapportage, l'organisation est performante. Elle a reçu des sessions de formation sur le montage de projets et le rapportage. Elle a pu faire l'expérience, entre autres, sur la mise en pratique des notions relatives au montage de projets, lors de l'élaboration du projet GIRE-SECALM, financé par l'UE. En ce qui a trait aux finances et à l'administration, son personnel est aussi renforcé. Ce dernier a eu l'accompagnement des personnes des finances de Join for Water/Protos. A la fin du programme ODRINO soumissionnait les rapport financiers à temps. Cependant une révision du part de Join For Water restait encore nécessaire.

ITECA

Cet indicateur n'a pas été atteint (0%) pour ITECA en dépit du fait que l'équipe d'ITECA soit renforcée en GIRE et a toutes les connaissances théoriques l'habilitant à piloter seule le processus de mise en place de comité de BV suivant l'approche GIRE. L'équipe n'arrive pas à mettre en place le CBV et piloter l'élaboration et la co-animation d'un plan stratégique, tel qu'il a été prévu. Malheureusement cela n'a pu être réalisé car ce travail nécessite d'un personnel suffisant et stable. Or l'équipe de Belladère était insuffisante et a été affectée à deux communes : Belladère et Savanette. L'accompagnement de Join For Water était aussi difficile vu les conditions très difficiles en Haïti. Toutefois, au cours de l'exécution du programme, l'équipe arrive à structurer 3 comités au niveau de 3 micro-bassins versants de Roche Plate qui participent aux rencontres de Comité Pilotage, aux visites d'échanges et assurent le suivi des travaux d'aménagement au niveau de leur zone.

CBVRMED

Pour le CBVRMED, cet indicateur a été atteint à 50%. Il est performant dans l'intermédiation sociale. Grâce aux appuis fournis par le programme, il comprend bien que son rôle est plus dans la coordination/suivi que dans l'exécution. Il comprend mieux son rôle d'arbitre pour le développement du bassin versant. Toutefois, il faut souligner qu'il est encore faible dans la maitrise du cycle de projet bien qu'il soit renforcé par un Secrétaire et un Comptable pour mieux gérer ses archives et sa gestion administrative et financière.

IR1.3 : % de postes de responsabilité occupées par femmes dans les CAEPA, AI, CBV, CoPil

Poste de responsabilité est un poste occupé par une femme soit dans un comité exécutif ou comité de gestion des points d'eau, comite de canaux ou de bloc d'irrigation ou comité de Bassin Versant ou sous- Bassin Versant.

Lors de l'élaboration du MYP 2017-2021, le pourcentage de postes de responsabilité occupés par des femmes dans les CAEPA, AI et CBV était de 15%. Il était prévu, avec l'exécution du programme, de le faire passer à 30%. Au départ, ODRINO n'avait pas de femmes dans son équipe. Mais, pour avoir plus d'autorité pour parler de cela avec les structures locales, il a dû commencer par prendre en considération l'intégration de femmes dans son équipe. Maintenant son équipe compte trois femmes dont une responsable genre. Donc, avec la mise en œuvre de ce MYP, il y a une amélioration dans la participation des femmes dans des postes de responsabilité tant au niveau du bureau d'ODRINO qu'au niveau des structures locales avec lesquelles on collabore. Bien que le résultat poursuivi par cet indicateur n'ait pas été atteint, mais il y a une bonne avancée. Avec l'exécution de ce MYP, le pourcentage de postes de responsabilité occupés par des femmes passe de 15% à 23.3% (Cf Liste des membres des comités/ PV des élections). Les chiffres sont grandement améliorés pour la dernière année du MYP. Mais avec la variabilité des chiffres d'année en année, les chiffres moyens restent un peu bas pour certaines structures. Ce qui fait que le pourcentage d'atteinte de résultat pour cet indicateur est de 78% (voir le tableau 5 en annexe). Des mesures doivent être prises pour empêcher

cette variabilité d'année en année. Le plus faible pourcentage de participation de femmes dans des postes de responsabilité est observé chez les structures de gestion d'eau agricole et de CBV. Il y a un manque d'intérêts des femmes pour les activités agricoles. Ces dernières sont plus intéressées aux activités commerciales. Le CAEPA de Poste-Métier accuse le pourcentage le plus faible pour les CAEPA. Un effort doit aussi être fait à ce niveau.

Résultat 2 : Des sous bassins versants à risque d'érosion élevé sont protégés et des effets multiplicateurs sont générés au niveau des deux bassins versants.

IR2.1 : Superficie protégée (en ha) de zones identifiées comme zones à risque dans le plan stratégique des bassins versants.

Superficie protégée : superficie avec des structures antiérosives mises en place qui sont soit des murs secs, des seuils en pierres sèches, des canaux de contours ou des structures biologiques.
Une zone est à risque d'érosion/inondation : (i) lorsqu'elle est soumise au déboisement (ii) lorsqu'on pratique l'agriculture sarclée dans les parcelles à fortes pentes (iii) Lorsque les versants sont dénudés (iv) lorsqu'il n'y a aucune structure de conservation de sol

Beaucoup d'emphases ont été mises, au cours de la mise en œuvre de ce MYP, sur la valorisation des espaces antérieurement aménagés et protégés. Dans les deux zones, 400 ha de terre ont été déjà protégés par des actions antérieures. Avec l'exécution du MYP 2017-2021, était planifié 200 ha de terre supplémentaires à être protégés. Les travaux réalisés par ce MYP ont permis de protéger, par des structures antiérosives qui sont des murs secs, des canaux de contours et des structures biologiques. Dans le Nord-Ouest, 119.8 ha de terre au niveau des bassins versants Moustiques, Dinise et Catinette (Cartographie des interventions de Join For Water dans les BV de Moustiques, Dinise et Catinette, déc. 2021) et 91.25 ha au niveau des versants de Roche Plate dans le centre sont protégés. . Les visites de terrain ont permis de constater des résultats satisfaisant de ces travaux de protection de terre. Cependant, en dépit des résultats satisfaisants obtenus, il y a très peu de réplication de ces travaux par d'autres agriculteurs qui attendent une aide externe pour protéger leurs parcelles malgré l'existence de l'expertise locale et les avantages palpables tirés par les familles participantes.

IR2.2 Nombre de familles qui optimisent l'utilisation de l'eau et d'autres ressources naturelles (potager, compost) dans les sous-bassins versants.

Optimiser l'utilisation de l'eau c'est faire une utilisation rationnelle/gestion de l'eau et autres ressources naturelles.

Dans la zone d'intervention du Nord-Ouest, l'eau est un facteur limitant pour l'agriculture. Les familles cultivatrices utilisent plusieurs stratégies pour profiter au mieux de la faible disponibilité d'eau. Elles profitent quand la rivière de Moustiques est en crue pour faire de l'irrigation par épandage de crue. Vu la profondeur du sol dans la Plaine de Moustiques, cette pratique permet au sol de conserver de l'humidité pour facilitant, dans certains cas, la pratique de cultures à cycle court.
Au départ, il y avait 30 familles dont 19 d'entre elles ont une femme comme chef de ménage qui optimisent l'utilisation de l'eau et d'autres ressources naturelles. Avec la mise en œuvre du MYP 2017-2021, dans les deux zones, il était prévu de faire passer ce chiffre à 190 avec 73 femmes comme chef de ménage. Les actions supportées par le programme ont permis d'atteindre à plus de 100% cet indicateur. Cent (100) familles dans le Nord-Ouest et quatre-vingt-dix-sept (97) dans le centre/Belladère parviennent à optimiser l'utilisation de l'eau grâce : (i) aux structures antiérosives mises en place dans les deux zones d'intervention du MYP ; (ii) aux sessions de formation réalisées sur la gestion de l'eau à la parcelle ; (iii) à la mise en place de l'horaire de distribution de l'eau/horaire d'irrigation ; (iv) à la construction de canaux d'irrigation ; (v) au compostage et la pratique du maraîchage. Toutefois, il faut noter que l'horaire d'irrigation mis en place dans le centre, commune de

Belladère, n'a pas toujours été respecté. Cependant, vu la quantité d'eau disponible, cela ne pose de grands problèmes.

Résultat 3 : L'accès a et l'utilisation de l'eau potable et des services d'assainissement sont augmentés

Au cours de l'année 2019, une évaluation à mi-parcours a été réalisée par ***ACE Europe*** sur la durabilité financière et l'accès universel aux services d'eau potable et d'assainissement. Cette évaluation concernait les CAEPA de Croix-Fer, Poste-Métier et Passe-Catabois. Suite à cette évaluation, des recommandations ont été faites sur : (i) connaissance et actualisation de données de base ; (ii) gestion technique ; (iii) contrôle au volume ; (iv) gestion financière ; (v) relations avec les autorités étatiques, reddition de compte ; (vi) partage de leçons. Avant de présenter les résultats obtenus pour les différents indicateurs liés au troisième résultat du programme, on va tout d'abord présenter ce qui a été fait pour apporter des réponses aux recommandations de l'évaluation mi-parcours.

1) Meilleure connaissance et actualisation des données de base (pour la mesure de la performance et l'accès)

Pour aborder cet aspect de l'évaluation, des rencontres ont été réalisées avec les différentes structures concernées par le secteur eau potable (partenaires de mise en œuvre, CAEPA, DINEPA, autorités locales et usagers) pour discuter, entre autres, sur l'accompagnement des CAEPA, les expériences à partager, partager des informations/perspectives, réalisation d'enquêtes pour la collecte d'informations relatives à l'actualisation de données, niveau de satisfaction, accès à l'eau, … (rapports de mission, rapports d'enquêtes, bases de données).

Des informations sur le débit des systèmes en différents moments, période pluvieuse et période d'étiage, sont extrêmement importantes pour prendre des décisions relatives à l'accès, malheureusement, la mesure périodique des débits des différents SAEP se révèle difficile vu la façon dont les systèmes sont construits (pour peur de vandalisme les sources sont complètement bétonnés sans possibilité d'accès pour une suivi de débit).

2) Gestion technique des systèmes

Une déficience a été constatée au cours de l'évaluation à mi-parcours dans la performance des systèmes. Ce problème a pour causes principales un manque de compétences techniques, un manque et/ou l'absence de dispositifs de gestion et la non-fonctionnalité de certaines infrastructures (kiosques). Pour adresser ce problème, des sessions de formations ont été réalisées sur la gestion technique et l'entretien avec des SAEP ; réparation/construction d'infrastructures (10 kiosques réparés, 3 bornes fontaines construites à Croix-Fer et K-Laroche ; 13 fontaines construites dans le Nord-Ouest) ; des compteurs sont en cours d'installation sur les connexions privées du SAEP de Passe-Catabois ; des tuyaux remplacés sur les SAEP de Passe-Catabois et de Croix-Fer pour améliorer la performance de ces systèmes ; des révisions du système tarifaire sont en cours au niveau de certains systèmes pour améliorer les recettes en vue d'intervenir à temps pour résoudre certains problèmes (rapports annuels, rapports de missions).

3) Contrôle de Volumes avec compteurs, paiement au volume et régularité de service comme éléments indispensables de durabilité

Pour cela, on a commencé à installer des compteurs pour les connexions privées sur le SAEP de Passe-Catabois. Cependant le CAEPA de Passe Catabois n'a jusqu'à maintenant voulu les mettre en fonction. En ce qui concerne le SAEP de Croix-Fer, des discussions sont en cours pour commencer à installer des compteurs d'abord dans les institutions et entreprises privées et publiques. Cependant il y a une grande résistance des usagers avec les connexions privées (évidemment pour eux la situation actuelle est très favorable – consommation sans limite) et le CAEP n'a pas la force pour imposer l'installation. Il faut souligner qu'il n'est possible d'avoir des informations sur les volumes vu la façon dont les conceptions ont été faites. Seul le SAEP de Poste-Métier a maintenant des compteurs sur les connexions privées.

4) Gestion financière

Pour les constats relatifs à la gestion financière, les actions suivantes ont été faites suite aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours :

- Réflexions avec les CAEPA sur les aspects à considérer pour arriver à un bon système tarifaire qui permettrait de maintenir fonctionnels les systèmes et d'en assurer leur durabilité ;
- Accompagnement du CAEPA de Croix-Fer pour la fixation d'un nouveau tarif. Le SAEP de Croix-Fer a un nouveau tarif en application pour le coût des services de l'eau pour les connexions privées.
- Trois laptops ont été achetés et livrés aux CAEPA de Croix-Fer, Poste-Métier et Passe-Catabois en vue d'améliorer leur système d'archivage de dossiers (rapports et autres) ;
- Formation des membres des CAEPA de Croix-Fer, Poste-Métier et Passe-Catabois sur l'utilisation de l'application développée pour la gestion de l'eau et enregistrement de données dans le système ;
- Outils conçus et partagés avec les CAEPA ;
- Formation sur la gestion administrative et financière pour les CAEPA de Croix-Fer, Poste-Métier, Passe-Catabois et aussi 3 CAEPA nouvellement mis en place ;
- Rencontres de sensibilisation sur la collecte de redevances (rencontres avec les CoQ, CAEPA Croix-Fer) ;
- Réalisation de visites d'échanges sur la gestion financière d'un système d'eau

Cependant toutes ces activités n'ont pas amélioré la situation. Il est casi impossible de changer la mode de gestion après la mise en fonction de la service.

5) Relations rapprochées entre CAEPA, Commune, CASEC, DINEPA ; reddition de compte

Les activités suivantes ont été réalisées suites aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours :

- Rencontres entre Join For Water et les partenaires ;
- Rencontres entre Join For Water -partenaires et CAEPA ;
- Rencontres entre Join For Water -partenaires-DINEPA et les CAEPA ;
- Signature de statuts entre la DINEPA et les CAEPA de Poste-Métier et de Passe-Catabois ;
- Réalisation d'assemblées générales regroupant les CAEPA, usagers et représentants CASEC et DINEPA

Vu la manque de légitimité des services étatiques sur le terrain cette recommandation n'a pas apporté une amélioration.

6) Partage de leçons

Le CAEPA de Poste-Métier a un renom au niveau national dans la gestion. Pour profiter de ses expériences, des visites d'échanges ont été réalisées entre le CAEPA de Poste-Métier et d'autres CAEPA de la zone. On a aussi réalisé une visite d'échanges entre les CAEPA des deux zones d'intervention du programme et une structure de gestion de l'eau très performante au niveau de la commune d'Anse Rouge, département de l'Artibonite.

Dans le but de mieux valoriser les réussites du CAEPA de Poste-Métier dans la gestion de son SAEP, une capitalisation des expériences de ce SAEP a été réalisée. Ce document a été partagé avec la DINEPA pour une meilleure diffusion au niveau national.

IR 3.1: Nombre de points d'eau installés

Avant la mise en œuvre du programme, il y avait 46 points d'eau et 71 prises privées, 18 kiosques mal gérés (du côté de Belladère, département du Centre) et 3 sources captées. Dans sa mise en œuvre du MYP 2017-2021, on a prévu d'augmenter de 15 le nombre de points d'eau, de 5 le nombre de sources captées et d'avoir les 18 kiosques fonctionnels. Avec l'exécution du programme, 31 fontaines supplémentaires ont été construites, 1 puits construit et 1 réhabilité, 15 prises privées installées et 2 sources captées (rapports annuels/bases de données des CAEPA). Au cours de la mise en œuvre de ce

MYP, un seul nouveau système a été construit à Foison mais il y a de nombreux travaux de réhabilitation et d'extension qui ont été réalisés. Les points d'eau installés dépassent de loin les prévisions. Cela est dû, en grande partie, grâce à la priorisation des réhabilitations et la synergie entre le MYP et un projet financé par l'UE.
Ce résultat n'avait qu'un seul indicateur permettant de renseigner sur le nombre de points d'eau installés. Il n'y avait aucun indicateur permettant de renseigner sur l'assainissement et l'utilisation de l'eau. Pour garantir l'accès à l'eau dans le temps et dans l'espace, il faudrait une gestion rationnelle de l'eau avec des outils appropriés. Aucun indicateur n'a été prévu pour apprécier l'aspect de durabilité du service de l'eau.
Au cours de la mise en œuvre du programme, il n'y avait que des rencontres d'échanges entre les structures locales (CAEPA-CAEPA ; AI-AI). Il n'y a pas eu de rencontres techniques réunissant les différents partenaires de mise en œuvre du programme. Ces rencontres permettraient non seulement de partage d'expertise entre ces partenaires mais aussi de déceler à temps certaines anomalies et de porter les correctifs nécessaires.
Le tableau 6 en annexe, donne les principaux points d'eau installés par le programme ainsi que le nombre de personnes desservies.

Résultat 4 : L'accès à, la gestion et la valorisation de l'eau agricole (irrigation et drainage) sont améliorés

IR 4.1: Superficie supplémentaire des parcelles irriguées durablement
Ici, on entend par ''parcelle irriguée durablement'', une parcelle irriguée à partir de canaux construits en béton et avec l'existence d'une source d'eau permanente et une gestion durable.

Avant la mise en œuvre du MYP 2017-2021, six cents (600) ha de terre sont ''durablement irrigués'' par des actions antérieures. Avec ces cent huit ha (108) ha supplémentaires ont été prévus à être irrigués durablement. Au cours de la mise en œuvre du programme, cent vingt-huit ha de terre sont irrigués à l'aide des travaux de construction d'infrastructures du programme. Les infrastructures, surtout à Moustiques, sont bien valorisées. Mais on ne peut pas parler de ''parcelles irriguées durablement'' tenant compte de la disponibilité de l'eau dans les 3 blocs du PI de Moustiques et la question de paiement de redevances dans les deux zones d'intervention qui sont faibles pour la plupart des AI. Les blocs 2 et 3, de la Plaine des Moustiques, ont de l'eau en permanence pendant très peu de mois dans l'année. Donc, l'accès à l'eau des usagers de ces blocs est très limité.
En ce qui a trait aux PI de Belladère, ils sont riches en eau. Ils ont de façon permanente de l'eau en abondance. Et pourtant l'eau au niveau de ces PI n'est pas valorisée comme elle aurait dû être. La pratique de cultures maraîchères qui sont des cultures de rente reste aujourd'hui encore très peu pratiquée. Les cultures traditionnelles telles : le haricot, le maïs et l'arachide restent encore prédominantes.
On constate aussi que (i) les structures de gestion ont du mal à collecter les redevances. Cela fait aussi questionner l'aspect de durabilité de la gestion des PI ; (ii) Les tarifs sont fixés sans trop de soucis par rapport à la logique de durabilité devant prendre en compte les coûts opérationnels et la constitution de fonds de renouvellement ; (iii) Les structures de gestion des PI de Bidal/Pernal et de Moustiques n'arrivent pas encore au niveau de maturité nécessaire pour garantir une gestion durable de ces PI. Et de plus, les membres de ces dernières n'investissent pas le temps nécessaire pour faire le suivi auprès des usagers pour améliorer le taux de recouvrement des redevances et coordonner à temps les travaux d'entretien et de réparation.

Ainsi le valeur de 50% pour l'indicateur concerné.

IR 4.2 : Nombre de personnes (H/F) ayant un accès durable à l'eau agricole par une meilleure gestion et par l'amélioration des infrastructures

Suivant les données de base, 1460 personnes (H: 715 F: 745) ont un accès durable à l'eau grâce à l'amélioration des infrastructures et à une meilleure gestion résultant de projets antérieurs. Dans le MYP 2017-2021, il était prévu de passer le cumul à 2052 personnes (H: 1006 F: 1046). Cent (100) familles, soit environ cinq cents (500) personnes dans le Centre/Belladère et cent trente (130) familles soit six cent cinquante (650) personnes dans le Nord-Ouest ont un accès amélioré à l'eau agricole grâce aux infrastructures agricoles construites par le programme (rapports annuels). Ces dernières sont bien faites. Les règles d'arts et les normes techniques sont respectées. Donc, par rapport à ces dernières, on peut parler d'infrastructures durables mais on ne peut pas parler de service d'eau durable. On peut questionner la durabilité du service d'eau tenant compte de la disponibilité de la ressource ''eau'' dans la zone du Nord-Ouest et aux ressources financières nécessaires. Certes, il y a des efforts qui sont faits en vue d'améliorer la gestion de l'eau (formation, établissement d'horaire d'irrigation, réalisation d'assemblées générales, etc.), mais il reste encore beaucoup à faire par rapport à la gestion des PI. Il faut aussi signaler que l'eau commence à se faire de plus en plus rare à Moustiques.
Il faut revoir la question de bénévolat dans les structures de gestion de l'eau (agricole et potable). Il est temps pour les structures compétentes d'expérimenter un type mixte de gestion ou une gestion communautaire avec des postes rémunérés. La gestion communautaire ne marche pas à longue terme. En dépit des efforts consentis par les partenaires de mise en œuvre et Join for Water/Protos, les résultats restent mitigés.

Résultat 5 : Les leçons et les acquis dans les 2 bassins versants sont partagés, capitalisés et diffusés

IR5.1 : Nombre d'échanges organisés
Dans le programme antérieur au MYP 2017-2021, dix (10) échanges ont été réalisés. Avec l'exécution de ce MYP, il était prévu de réaliser 4 échanges. Ce résultat fut largement atteint (voir les rapports annuels/rapports des visites d'échanges). Au cours de la mise en œuvre de ce MYP , huit échanges ont pu être réalisés avec les structures locales et deux entre universités.

CAEPA Poste-Métier/Passe-Catabois et CAEPA Croix-Fer. Cet échange a permis des partages et discussions sur la gestion technique des SAEP. Cette activité a permis une prise de conscience de ces CAEPA pour améliorer la gestion des SAEP ;
Associations irrigants Bidal/Pernal, K-Laroche, Croix-Fer et Association irrigants Rivière Moustiques (AIRM). Cette visite d'échanges, réalisée à Passe-Catabois, a permis aux irrigants de Croix-Fer de prendre conscience de la non-valorisation de l'eau agricole ;
Associations irrigants Bidal/Pernal, K-Laroche, Croix-Fer, membre comités aménagements versants et homologues de St Raphael. Cette dernière est une zone de production maraîchère, cette visite a permis aux exploitants de Belladère de voir la nécessité de faire du maraichage. Certains/nes agriculteurs/trices commencent à pratiquer du maraichage ;
CAEPA Poste-Métier/Passe-Catabois, AIRM et structure de gestion de l'eau à Petit Carénage et Hatte Ti Louis, CAEPA ;
Associations irrigants Bidal/Pernal, K-Laroche, Croix-Fer, membre comités aménagements versants, CAEPA Croix-Fer et Groupement Petit Périmètre Irrigué de Petit Carénage. Echanges de variétés culturales, partages d'outils, prise de conscience que l'eau agricole dans les PI de Belladère est comme un cadeau par comparaison au coût du service à Petit Carénage.

Les échanges entre les structures de gestion des services de l'eau ont été réalisés dans le but de renforcement mutuel de capacités. Ils ont permis d'échanger sur les pratiques de gestion et partager des outils de gestion. Toutefois, il a été constaté un manque d'applicabilité des expériences échangées. Au cours des visites d'échanges, il y a toujours de l'enthousiasme et un vif désir d'aller appliquer dans leur structure les notions apprises. Mais maintes fois, on n'a pas vraiment un changement réel par rapport à la façon de faire antérieurement.

Vu la crise politique continue dans le pays depuis des années et les effets de Covid le plaidoyer auprès l'état, les gouvernements locaux et services déconcentrés a été impossible.

IR5.2 : Nombre de publications réalisées

Sept (7) publications ont été réalisées lors des programmes précédents. Mais avec ce MYP 2017-2021, il était prévu de faire six publications au cours de la mise en œuvre du MYP. On arrive à avoir un écart positif car on a fait 9 publications : (i) un rapport de diagnostic genre qui a permis une prise en compte de la situation genre des interventions dans le Nord-Ouest. Grâce aux recommandations de ce rapport, l'aspect genre est pris en compte dans toutes les phases des projets en exécution ; (ii) quatre bases de données dont 3 pour les CAEPA de Passe-Catabois, Poste-Métier et Croix-Fer et 1 pour la pluviométrie Moustiques. Ces bases ont contribué à l'amélioration de la gestion pour les CAEPA et la prise de décision pour la pluviométrie de Moustiques ; (iii) deux mémoires de fin d'étude universitaire en collaboration avec l'UEH permettant de rendre disponibles des informations additionnelles sur la Plaine des Moustiques. L'un de ces travaux de recherche donne des informations sur le niveau de salinité de la basse plaine de Moustiques avec des orientations sur les cultures les plus résistantes au sel ; (iv) un Rapport diagnostic des prises de Canaux permettant de réduire le nombre de prises directes sur la berge de la rivière ; (v) un travail de fin d'étude dans le cadre d'un partenariat avec l'UEH/FAMV, UCL et ARES permettant d'améliorer la gestion des services de l'eau en milieu rural ; (vi) un rapport de capitalisation sur les apports des jardins d'agroforesterie dans l'amélioration des conditions de vie des participants/tes. Ce travail, finalisé à la fin du MYP 2017-2021, va être partagé au grand public comme guide pratique d'agroécologie dans les versants; (vii) un rapport de diagnostic sur la situation jeunes et genre dans les actions de développement qui a permis de mieux prendre en compte l'aspect jeunes-genre dans les actions ; (viii) un rapport de diagnostic des structures locales de Belladère pour un meilleur accompagnement de ces structures ; (ix) Capitalisation de l'expérience de Gestion du Système d'Adduction d'Eau Potable (SAEP) de Poste Métier. Ce travail, partagé avec les autres CAEPA, les aidera à améliorer leur façon de faire.

Toutefois, il n'y avait pas de critères préalablement bien définis pouvant permettre de dire quand un document peut être qualifié de publication et quand il ne l'est pas.

IR5.3 : Nombre de forums/plateformes où Protos participe et partage des expériences

Dans les programmes précédents, Join for Water était membre de deux plateformes sectorielles : la PEPA (Plateforme Eau Potable et Assainissement) et la FONHADI (Fondation Haïtienne de l'Irrigation). Au cours de l'exécution du MYP 2017-2021, il était prévu qu'il rejoint un autre forum.

On a participé uniquement aux activités de la PEPA où on a partagé des expériences dont l'outil de gestion des services en eau en milieu rural.

Il faut cependant signaler que la FONHADI n'est pas actuellement active.

Il est aussi à noter que le CAEPA de Croix-Fer prend le lead d'un espace de concertation avec les principaux partenaires intervenant dans le secteur de l'eau de la commune de Belladère. A cet espace, les problèmes liés à l'eau sont abordés.

5. Changements induits par le programme

5.1. Changements par rapport à la gouvernance

Les changements qualitatifs attendus en matière de gestion sont mitigés.

En ce qui concerne les Comités d'Accès à l'Eau Potable et Assainissement (CAEPA) du Nord-Ouest, le CAEPA de Poste Métier a atteint une certaine maturité. On estime à 95% sa capacité d'exercice de son mandat via la réalisation de l'assemblée annuelle, les réunions de suivis mensuels, la réalisation des élections, les paiements des 4% de redevance vers la DINEPA à

partir de 2018, les activités de sensibilisations et les distributions des cartes pour les fontaines. Toutes ces activités ont apporté une changement positif envers les consommateurs, les encourageant à faire confiance au comité de gestion et ainsi à payer les redevances.

Le recensement de l'ensemble des usagers des CAEPA de Poste Métier et Passe Catabois a particulièrement aidé ces comités via la création d'une base de données qui a facilité l'élaboration du plan annuel (Budget) et la gestion du SAEP tout en faisant des projections sur les années à venir.

Sur base des constats réalisés lors de l'évaluation à mi-parcours une réflexion a été initiée sur les principes de durabilité financière des systèmes et l'accent a été mis pour renforcer les gestionnaires en matière de gestion financière. Même si on clôt le programme sans modification des tarifs, on peut quand même signaler la stimulation d'un changement dans les mentalités sur l'importance des plans d'affaire et de faire payer le service au volume. La preuve, est les démarches tardives, les derniers mois du programme, du CAEPA de Passe Catabois pour l'installation de compteurs d'eau.

Les liens avec les autorités locales ont été renforcés. Par exemple grâce à l'implication rapprochée de la direction Départementale d'Agriculture du Plateau Central et du Nord-Ouest, la supervision des travaux sur les PI a été facilitée et cela a eu un impact sur la qualité des ouvrages réceptionnés.

Le Comité de Bassin Versant de la Rivière Moustiques, a à sa tête un groupe de personnes qui comprennent mieux leur rôle en tant qu'arbitre et facilitateur de la mise en œuvre de la GIRE par les acteurs du bassin. C'est grâce à ce groupe qu'un programme d'éducation à l'environnement a été mis en place dans 12 écoles. Ce programme a été géré totalement par le CBVRM qui a du recruter un comptable, un secrétaire et un animateur. Cette première expérience concluante a permis de renforcer l'autonomisation de la structure ainsi que sa visibilité.

Des deux partenaires de mise en œuvre du programme c'est surtout ODRINO qui a réalisé le plus gros changement étant donné que ITECA était déjà bien outillé et sensibilisé à la thématique d'ingénierie sociale/gouvernance. En effet, ODRINO a mis en place une équipe d'ingénierie sociale comportant un point focal genre. En fin de programme, on peut être fier de la prise de conscience de ce partenaire, expert dans la construction d'infrastructures d'EP et agricole, de l'importance de la phase d'ingénierie sociale pour organiser la gestion durable des ouvrages. Grace à cette équipe, les démarches nécessaires avec les bénéficiaires pour assurer leur implication dans les travaux a été facilitée. Cependant la jeune équipe d'ingénierie sociale manque encore des capacités en gestion.

5.2. Changements par rapport à l'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'eau agricole

Le projet a généré un certain nombre de changements quantitatifs très importants en matière d'infrastructure d'eau potable avec la construction de 28 bornes fontaines, 3 puits et 15 branchements privés dans le Nord-Ouest (Passe Catabois, Poste Métier, Foison, Kaluc, Lacoma et Disputé). Et, le captage de 2 sources, la construction de 8 bornes fontaines, la réhabilitation de 10 kiosques à eau et d'un puit à Belladère.

Ces infrastructures ont permis à un total de 8.093 personnes dans le Nord-Ouest et à 1.578 personnes à Belladère d'améliorer leur quotidien. Pour certains, ces infrastructures ont considérablement réduit la corvée de l'eau avec des temps d'attente plus courts et des distances à parcourir nettement diminuées. On peut citer l'exemple des bornes fontaines de Bel air et Bois Blandrie dans le Nord-Ouest, qui ont permis de diminuer le temps de marche des usagers d'une heure à 25 minutes. Nous n'avons pas eu le temps lors de cette auto-évaluation d'évaluer la qualité du service (fréquence de pannes/interruption de service, temps d'attente aux bornes, etc.) et il est regrettable

que le programme n'ait pas songé à suivre ces données car elles auraient pu appuyer la démonstration du réel changement de qualité de vie des usagers.

En matière d'assainissement, le programme a permis à 4.295 personnes d'améliorer leur accès à des infrastructures d'hygiène et d'assainissement de base basées sur les principes de ECOSAN. Ce qui a certainement eu un effet bénéfique sur la qualité de leur environnement domestique et leur santé. Malheureusement, l'impact sur la santé bien que théoriquement indiscutable, n'a pas fait l'objet d'un véritable suivi tout comme pour l'accès à l'eau potable.

Les travaux effectués sur les infrastructures des périmètres irrigués de Bidal, K-Laroche à Belladère et de Moustiques dans le Nord-Ouest, ont permis d'irriguer 310 ha de terres supplémentaires au profit de 230 familles dont 130 dans le Nord-Ouest. Lors de focus groupe, les membres de l'Association des Irrigants de la Rivière Moustiques présents ont affirmé que les travaux ont permis de réduire l'insécurité alimentaire. C'est un changement d'autant plus louable au niveau du bassin versant de la rivière Moustique étant donné que la rivière est de plus en plus souvent à sec. Mais, le revers de la médaille est qu'il semblerait que l'eau arriverait encore moins souvent en aval à cause, selon les usagers, de la mauvaise gestion de l'eau en amont (avec des prises d'eau trop importante et peu efficace car par épandage de crue). Ce changement aurait dû faire l'objet d'un suivi/étude plus attentif de l'équipe programme pour tenter d'apporter d'éventuels ajustements.

Le fonctionnement de deux systèmes d'eau potable et son impact sur la disponibilité en eau pour les autres usages n'a malheureusement pas fait l'objet d'une étude particulière. Toutefois, les deux systèmes d'eau potable fonctionnent à partir de captage des eaux souterraines et non pas à partir des eaux de surface donc les deux réseaux ne sont pas directement liés.

5.3. Changements par rapport à la GIRE

En matière environnementale, on peut noter la restauration de 211 ha de terres dégradées sur lesquelles de bonnes pratiques d'aménagement ont été diffusées et mises en œuvre avec les usagers. Ces terres, qui étaient abandonnées permettent désormais à leur propriétaire d'améliorer leurs revenus de façon durable puisque basée sur des pratiques simples et respectueuses de l'environnement. Malheureusement, aucun suivi de l'amélioration des revenus liés à ces changement n'a été fait par l'équipe programme. Or, il aurait été intéressant de faire cette analyse pour au final étudier le lien entre l'argent investi et l'argent généré d'une part et surtout pour avoir des arguments forts pour encourager les investissements futurs.

En plus, sur les versants du lac Erné, le travail communautaire a été très apprécié et les usagers ont assuré qu'ils allaient poursuivre les travaux et maintenir cet esprit de travail de groupe car ils ont pris conscience de son importance. C'est donc un changement non négligeable dans le contexte socio-économique actuel du pays. Et l'exemple du lac Erné, bien que le plus significatif n'est pas le seul. Toutefois, il semble que l'équipe programme n'a pas suffisamment planifié la poursuite effective de ces travaux après la fin du projet.

Malheureusement, la réduction de la perte en sol et de l'ensablement des zones avals n'a pas fait l'objet d'un suivi par l'équipe programme. Or ce sont des données importantes pour confirmer la réalité du changement.

6. Analyse selon les critères de Pertinence, efficience, efficacité, impact et durabilité + genre et participation

6.1. Pertinence

Tant que les populations n'auront pas un accès durable à l'eau et à l'assainissement, ces projets restent utiles pour atteindre l'ODD 6 d'ici 2030. De plus, l'épuisement des ressources naturelles exige une approche intégrée que nous atteignons via la GIRE.

Pendant la durée du programme 2017-2021, la pertinence du programme et l'accent mis sur les investissements dans l'eau restent très élevés. En effet, la zone de projet a un taux de couverture en eau très faible (Belladère & Moustiques ± 50 %). Un accès accru à l'eau potable est une manne et résulte à un impact tangible.

En ce dernières années, la zone a connu comme tant d'autres zones, les conséquences de la pandémie de la Covid-19. La situation a souligné l'importance de l'eau propre et practices hygiéniques comme la lavage des moins pour prévenir la dissémination du virus. Ce qui concerne assainissement, tant que défécation à l'air libre est encore présent, les sensibilisations restent pertinents. Les mesures visant à développer la vision du secteur et à soutenir les comités de gestion montrent le potentiel de rendre l'accès à l'eau potable plus durable pour toute la zone. Quatre ménages, trois présidents de comités et l'équipe d'Iteca à Belladère ont confirmé l'importance de l'accès à l'eau et la pertinence dans leur vie dans la zone de K-Laroche, Bidal et Pernal.

En plus, comme l'agriculture est l'activité économique le plus important, l'irrigation reste indispensable, certainement dans la zone de Nord-Ouest, où la sècheresse est beaucoup plus élevée qu'à Belladère et s'est détériorée les dernières années. Comme la pluie est moins prévisible et plus fort de temps en temps plus d'érosion est constatée. Des mesures dans la protection contre l'érosion et eau agricole restent pertinentes.

En outre, le programme axé sur la GIRE s'aligne sur certaines initiatives régionales comme par exemple celles de l'UE. Plusieurs facteurs démontrent la pertinence du programme. Lors des rencontres avec les différents acteurs (communautés, leaders locaux) la pertinence des actions s'est confirmée. En plus, ils y avaient des demandes pour des actions similaires. Finalement, l'approche agroforesterie a été très pertinente comme il est capable d'augmenter la couverture végétale et revenus des gens lorsque l'érosion était diminué ce qui est confirmé par trois hommes et trois femmes qui ont bénéficié du programme dans le Morne Gabaud et Morne Couleuvre.

Néanmoins, l'idée était de valoriser des infrastructures existantes (canaux irrigation/PI, SAEP,…) des projets antérieurs, renforcer les structures de gestion (CAEPA, AI,…) et augmenter les redevances. Pour ça on a engagé une nouvelle partenaire (Iteca) dans une nouvelle zone pour eux car ils sont forts dans l'animation et l'accompagnement. En plus, ils travaillaient déjà dans des autres zones avec BD dans le secteur de l'agriculture et on voulait plus valoriser le lien avec agriculture. Hélas, les structures sont renforcés mais pas au niveau qu'ils sont prêt à continuer eux-mêmes et certainement pas devenir financièrement durable (taux de redevance reste bas). On a fait la faute dans le passé de pas institutionaliser la durabilité financière et organisationnelle des structures et on a pas pu résoudre ça dans ce projet mais si ça reste pertinente. Néanmoins, on a montré notre adaptabilité et changé notre programme.

Un autre point faible de la pertinence de ce programme est l'accent mis sur la protection des sources dans les zones sources. Dans un contexte sécuritaire instable et détérioré où de nombreuses personnes

n'ont pas un accès de base à l'eau potable, la protection des zones sources et la conservation de la nature en général pourraient ne pas être la priorité. Pour cette raison, rien ne s'est développé au niveau politique national.

6.2. Efficience

Finances

Le budget opérationnel du programme est de 3.354.715 Euros. Le tableau des dépenses se base sur le format accordé entre DGD et le secteur. Il se limite à un nombre de rubriques-clé. Il n'y a pas non plus un suivi budgétaire par résultat. Ce choix est la suite logique de la volonté de l'ensemble du secteur pour augmenter la simplification administrative en limitant le nombre de niveaux du suivi financier. Ceci limite aussi les analyses qu'on peut faire sur base de ce tableau. Les chiffres sont partiels et provisoires au moment de la rédaction du rapport d'évaluation: pas toutes les données sont déjà intégrées et des corrections sont possibles après le processus de contrôle et de consolidation. Le tableau ajoute aussi l'estimation des dépenses à la fin du programme sur base de la prognose faite en septembre-octobre 2021.

Sujet	Budget	Dépenses	% dépenses
Investissement	703,067	577,950	82%
Moyens de transport	65,750	65,668	100%
Equipement bureau, ICT	68,617	40,645	59%
Infrastructure	568,700	471,636	83%
Coûts de fonctionnement	742,861	584,973	79%
Coût de déplacement, voitures et motos	322,178	223,146	69%
Coûts de bureau et fournitures	131,828	99,278	75%
Coûts de formation, appui, études, publications, échange, plaidoyer	288,855	262,549	91%
Coûts de personnel	1,908,787	1,711,911	90%
Personnel local	1,413,131	1,071,305	76%
Personnel expatrié	360,000	422,793	117%
Personnel au siège Join For Water	135,656	217,812	161%
Total coûts opérationnels	**3,354,715**	**2,874,833**	**86%**
Budget et dépenses par acteur			
CBVRMED	68,178	25,039	37%
ITECA	479,720	448,768	94%
ODRINO	597,610	863,458	144%
Join For Water	2,209,207	1,537,567	70%

Niveau d'implémentation et respect du planning

- Point fort
  - Quant aux infrastructures, on a pu atteindre plus que prévu dans les indicateur même en utilisant moins de ressources que prévu. Pour le volet eau potable, l'accent a été mis sur la réhabilitation des installations d'eau potable, de sorte que le coût d'investissement par personne a été beaucoup plus faible que prévu.
- Défis
  - Le suivi de la planification était impossible à cause de la crise politique, la situation sécuritaire et la crise covid mais l'équipe d'évaluation a pu constater que les partenaires ont fourni des efforts remarquables pour réaliser le maximum possible.
  - Moins de moyens que prévus sont utilisés pour les investissements, les formations, échanges, publications et plaidoyer. Contrairement aux indicateurs « investissement » les contraintes ont eu un impact plus important sur la réalisation des indicateurs sociaux (genre, gestion, développement des capacités) étant donné la difficulté de rencontrer les acteurs impliqués. Le retard accumulé n'a pas pu être rattrapé.
  - Le départ du chargé de programme national fin 2019 a limité l'appui aux partenaires car seulement début 2021 un replacement (cadre international) a été trouvé. Pour cela les dépenses pour le personnel expatrié sont 117% et pour le personnel les dépenses sont à 76%. Pendant l'absence d'un chargé de programme national Join For Water un collaborateur à Gand à prix la responsabilité (avec autorisation de DGD). Pour cela la rubrique personnel au siège est 167%. Vu les contraintes « covid » des voyages étaient impossible et l'appui à distance avait ses limites.

6.3. Efficacité

Analyse des constats faits sur le terrain au regard des résultats obtenus

RESULTAT 1 : Les organisations partenaires et les acteurs locaux assument leur rôle dans la planification, concertation, mise en œuvre, gestion et suivi

Point forts :

En fin de programme on peut dire que l'équipe a été efficace dans l'accompagnement des partenaires, acteurs locaux en mettant en œuvre une série d'activités.

Les **CAEPA** et **AI** ont été stimulés pour améliorer l'exercice de leur mandat et un début de réflexion sur la « professionnalisation » a pu être constaté. Il y a une meilleure compréhension des rôles et une maitrise des outils de gestion.

L'équipe qui constitue le **CBVRM** a une meilleure compréhension des principes de la GIRE et des enjeux qui y sont liés pour le bassin versant Moustiques. Sur base de cela on a noté une amélioration dans la capacité du comité à planifier et suivre les activités.
Le recrutement d'un comptable pour accompagner le CBVRM a été efficace et a contribué à renforcer l'autonomie du comité.
Leur implication dans les écoles au travers des activités d'éducation à l'environnement a été une stratégie efficace pour améliorer leur visibilité et leur légitimité. Mais aussi pour diffuser les principes de la GIRE.

L'équipe de programme a été efficace en matière de mobilisation des acteurs et toutes les parties prenantes ont pris part aux différents comités de pilotage organisés sur les deux zones d'intervention avec le lead (organisation, rapportage) des partenaires. Lors de ces rencontres, de véritables discussions autour des enjeux et problèmes étaient faites et des pistes de solutions avec planifications proposées.

Points faibles :

Cependant, il y a encore un grand défi pour assurer la durabilité financière de ces structures puisque le niveau des redevances est trop faible et que leur taux de recouvrement l'est également. Malgré toutes les rencontres et formations pour essayer d'améliorer cette situation, force est de constater que l'équipe programme n'a pas été assez efficace. Les CAEPA et les associations d'irrigants peinent encore à mettre en place un plan d'affaire. En fin de programme, le CBVRM manque de moyens pour assurer l'autofinancement de cette structure de 2ième degré et aucune stratégie n'est opérationnelle.

Certains CAEPA n'assument toujours pas leur rôle de manière professionnelle et transparente. Et sur certains périmètres irrigués on observe encore des conflits entre usagers et la faible implication des membres dans les travaux d'entretien.

RESULTAT 2 : Des sous bassins versants à risque d'érosion élevé sont protégés et des effets multiplicateurs sont générés au niveau des deux bassins versants.

Points forts :

Avec 211 Ha de terre protégés supplémentaires via ce programme alors que l'on en visait 200, ce résultat a été atteint à +100%. Et, ce sont 481 familles qui sont bénéficiaires de ce travail en accédant à des terres qui autrefois étaient trop dégradées pour les cultiver. On peut donc conclure à l'efficacité des équipes programme.

Les zones d'intervention ont toujours été choisies de manière à avoir une intervention qui réduit l'occurrence de problèmes en aval liés aux eaux de ruissèlement/érosions. Autant que possible, référence a été faite au plan stratégique du comité de bassin versant de la rivière Moustiques. Ainsi, on peut dire que les interventions ont été efficaces dans la réduction des risques.
Les familles ont été motivées à participer aux formations sur le compostage et son utilisation pour la production maraichère qui est un attrait économique important.

Points faibles :

Il reste encore une large partie du bassin versant à protéger et les activités réalisées ici doivent servir de levier. Or, il n'y a pas eu de véritable stratégie pour encourager la diffusion et la réplication des activités de protections.

Le suivi des plantules après plantation fait encore défaut. Il n'y a pas eu de véritable stratégie de suivi du taux de réussite avec un plan de repiquage/entretien. Aussi, les plantules ont été distribuées gratuitement sans assurer la durabilité de ces pépinières.

Les membres des CBV participent de manière volontaire avec des frais de fonctionnement limités et ils sont dépendant de financements extérieurs. Cependant en fin de projet, des réflexions ont été initiées pour essayer de trouver des moyens pour générer des fonds et assurer un minimum d'auto prise en charge.

Résultat 3: L'accès a et l'utilisation de l'eau potable et des services d'assainissement sont augmentés

Points forts :

L'atteinte des objectifs fixés en matière de nombre de points d'eau installés sont plus qu' atteints. On peut dire que Join For Water et ses partenaires ont été efficaces, le nombre de personnes supplémentaires ayant accès à l'eau visé au départ a été dépassé. Ceci s'explique surtout par le choix des sites donnant priorité au réhabilitations. Rappelons qu'en plus de ces bornes de fontaines, le projet a contribué à la réalisation de nouveaux captages de source, l'installation de nouveaux branchements privés et la réhabilitation de kiosques à eau.

En matière d'assainissement, le programme a permis à 4 295 personnes d'améliorer leur accès à des infrastructures d'hygiène et d'assainissement de base basées sur les principes de ECOSAN. Ce qui a certainement eu un effet bénéfique sur la qualité de leur environnement domestique et leur santé. Les techniques de valorisation des excrétas ont été efficacement diffusées et on observe une appropriation de ces techniques avec la création par les familles de jardins lakou.

Points faibles :

L'accès à l'eau potable est toujours considéré comme un droit puisque l'eau est un "don de Dieu" et non pas comme un service qui nécessite des frais. Le programme aurait dû faire plus d'effort pour améliorer la compréhension des usagers sur le besoin de payer les redevances.
Et, en fin de programme on observe encore un faible taux d'installation de compteurs bien que des améliorations ont été apportées. Les compteurs sont pourtant cruciaux pour assurer une gestion efficace et éviter les risques de gaspillage.

Dans le bassin versant de la rivière Moustiques, on note une faible relation entre le CBVRM et les CAEPA qui sous-entend une faible efficacité du CBVRM à jouer son rôle de régulateur des usagers de l'eau. Or d'anciens conflits sont toujours présents en fin de programme entre CAEPA et certains consommateurs qui utilisent l'eau potable pour réaliser des jardins. En outre, il n'y pas non plus de fédération des CAEPA qui pourraient unir leur force pour améliorer l'accès à l'eau potable et partager leur expertise en matière de gestion.

Résultat 4 : L'accès à, la gestion et la valorisation de l'eau agricole (irrigation et drainage) sont améliorés

Points forts :

Avec 269 ha, le résultat attendu de 108 ha supplémentaire a été dépassé prouvant ici aussi l'efficacité de l'équipe de mise en œuvre du programme en matière de travaux d'infrastructure d'irrigation. Ce, avec des infrastructures techniquement durables.

Pour assurer la durabilité de l'accès, Join For Water et ses partenaires ont effectué des formations, visites d'échange et séances de sensibilisation sur les pratiques de bonne gestion.

Le nombre de personne supplémentaire atteint (4.586) est plus élevé que la cible visée en début de programme (2.052).

L’implication des autorités départementales de l’agriculture a été améliorée mais il faudra que les gestionnaires maintiennent le contact régulier pour garantir leur implication dans le suivi et l’encadrement de leur structure.

Points faibles :

Malgré tout, la durabilité du service est quant à elle plus mitigée eu égard de la faiblesse de la gestion. A l'avenir, il faudrait prévoir un suivi des rendements à l'hectare pour encore mieux accompagner les irrigants dans leur structure de gestion en fixant une redevance la plus adaptée aux profils économiques des planteurs. Et surtout, les gestionnaires des associations d’irrigants devront être plus ferme pour collecter les redevances.

On observe encore en fin de programme des difficultés de mobilisation des usagers pour les travaux de curage et entretien des canaux.

Les techniques d’irrigation par épandage de crue induisent un surplus de consommation d’eau dans l’amont du bassin Moustiques au détriment des usagers de l’aval. C’est une technique peu efficace mais la plus facile pour les paysans qui ne se soucient pas des besoins en aval. Un travail à ce niveau devra encore être apporté.

Dans le bassin versant de la rivière Moustiques, on note une faible relation entre le CBVRM et l’AIRM qui sous-entend une faible efficacité du CBVRM à jouer son rôle de régulateur des usagers de l’eau. Or d’anciens conflits sont toujours présents en fin de programme entre irrigants de l’amont et de l’aval du bassin.

Résultat 5: Les leçons et les acquis dans les 2 bassins versants sont partagés, capitalisés et diffusés.

Points forts :

Les échanges ont été très appréciés par les partenaires et acteurs de mise en œuvre du programme. Cela a permis d’améliorer la compréhension des concepts théoriques via l’observation de bonnes pratiques sur le terrain, de créer des liens, de partager des informations/matériels. Par exemple, les échanges entre les usagers des périmètres irrigués de Belladère et du Nord-Ouest ont permis d’échanger des semences et surtout, a permis aux irrigants de Belladère de prendre conscience de l’importance de mieux valoriser leur périmètre eu égard des ressources en eau beaucoup plus importantes que dans le NO.

Les échanges entre le Comité de bassin versant de Moustique et le centre de formation de St Louis leur ont permis d’acquérir de nouvelles techniques de lutte contre les érosions et surtout de voir l’importance de créer des réseaux et de partager les informations/techniques.

Points faibles :

Malgré les bons résultats obtenus sur les activités ECOSAN il n’y a pas eu de capitalisation. Or, les bons résultats devraient être partagés et diffusés.

Également, il n’y a pas eu suffisamment de capitalisation des résultats obtenus en matière de GIRE et aménagement de bassin versant ainsi que dans le secteur de l’irrigation.

Certaines visites/échanges sont arrivées trop tard dans le programme et auraient été plus efficaces si elles avaient été organisées plus tôt.

6.4. Impact

Points forts

En ce qui concerne les points forts de l'impact du programme, on peut les présenter par rapport à la sécurité alimentaire, la santé et l'environnement:

Impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

- L'amélioration de l'accès à l'eau potable a eu un impact positif pour l'utilisation des nutriments et des aliments qui joue un rôle essentiel dans l'absorption des aliments et donc la sécurité nutritionnelle.

- L'amélioration de l'accès à l'eau agricole a eu un impact positif sur la production et donc la disponibilité des aliments d'une part mais également sur l'augmentation des revenus des bénéficiaires. Cette augmentation de revenus a aussi permis de faciliter la diversification alimentaire des bénéficiaires en améliorant leur pouvoir d'achat sur les marchés locaux.

  Lors du focus groupe réalisé avec l'AIRM, les participants ont tous témoigné que le programme a permis l'exploitation de nouvelles terres où on peut désormais voir des bananiers plantains pousser. Or, le bananier plantain est une des cultures de rente les plus rémunératrice, avec un régime de bananes qui se vend à environ 1000 Gourdes soit 10 euros. Et, sur un ha de terre on compte en moyenne 1600 pieds. Et que le projet a effectivement réduit les périodes de « gran gou » (faim en créole).

- L'amélioration de l'accès à une source de fertilisant organique via la valorisation des excrétas par l'approche ECOSAN, a également eu un impact positif sur la production agricole familiale et l'amélioration de leurs revenus.

- L'accompagnement des structures de gestion, en plus de la réalisation de nouvelles infrastructures, a contribué à garantir la stabilité de l'approvisionnement en eau (agricole et potable) et donc aussi à la stabilité de la sécurité alimentaire.

- Les aménagements faits sur les versants ont également permis de restaurer des terres abandonnées et de les remettre en production.

Impact sur la Santé

Même si, il n'existe pas de données pour affirmer l'impact réel, il est certain que l'amélioration de l'accès à l'eau potable et des comportements en matière d'hygiène et d'assainissement a eu un impact positif sur la santé et en particulier sur la réduction des maladies d'origine hydrique.

En ce sens, les Comité de fontaines des CAEPA du Nord-Ouest, ont joué un rôle important en matière de sensibilisation à l'hygiène des usagers pour préserver la sécurité sanitaire de l'eau distribuée aux bornes fontaines.

Impact environnementale

Les actions de reboisement et d'aménagement des versants dans les bassins versants d'intervention ont eu des impacts positifs sur 211 ha favorisant la conservation des sols, la protection et conservation des ressources en eau.

Dans le Nord-Ouest, ces interventions ont eu un impact particulièrement important sur la protection des eaux des lacs collinaires en diminuant le processus d'ensablement et la lutte contre la désertification.

Le programme a aussi eu un impact positif sur l'environnement en améliorant les comportements par la diffusion de bonnes pratiques agro-forestières et par la sensibilisation des usagers des réseaux d'eau potable et des périmètres irrigués sur les problèmes liés aux gaspillages.

Au-delà de ces trois secteurs, on peut également dire que le programme a permis d'**améliorer les connaissances** tant au niveau des partenaires que des bénéficiaires sur le terrain grâce à l'organisation de plusieurs formations sur, entre autres : durabilité technique et financière des infrastructures, les principes et outils de GIRE, les techniques d'agroforesterie/agriculture durable, le compostage, la gestion des déchets domestiques solides et liquides. Bien qu'il soit difficile d'évaluer avec précision les applications concrètes réalisées par les personnes et les communautés formées à la suite des formations reçues, il apparaît que leur impact ne se limite pas toute au renforcement de capacités. Par exemple, les formations techniques comme celles portant sur l'agroforesterie ont directement porté leurs fruits et amélioré les rendements.

Enfin, le programme, au travers des réunions et visites d'échange entre et avec les partenaires et bénéficiaires a contribué à renforcer **la cohésion sociale** dans les zones d'intervention avec, en plus, une meilleure prise en compte de la dimension genre dans la société. Lors des focus groupe réalisés lors de l'évaluation finale, cela a été mentionné avec instance par tous les acteurs de mise en œuvre.

Points faibles

En ce qui concerne les impacts négatifs du programme on peut dire que l'empreinte écologique du projet n'est certainement pas optimale étant donné les nombreux déplacements en avion que l'équipe a dû réaliser entre Port-au-Prince et le Nord-Ouest, cela à cause des risques sécuritaires sur les routes.

6.5.Durabilité

6.5.1. Durabilité institutionnelle

Points forts:

- CAEPA – Les CAEPA sont régis par le cadre légal de la DINEPA. Ce sont donc des structures institutionnelles durables par essence. Mais tout de même, le programme a permis de renforcer leur légitimité auprès de la population via l'augmentation de l'accès à l'eau potable et des améliorations en matière de gestion et de redevabilité. Cela n'a pas été facile dans le contexte socio-économique du pays où, en plus, l'on considère traditionnellement que l'eau est un don de Dieu et donc gratuite. Grace aux différents échanges entre CAEPA, les structures les plus faibles et les plus récentes ont bénéficié des conseils des CAEPA plus expérimentés tel que celui de Poste Métier pour ainsi améliorer la qualité de leurs interventions respectives en matière de gestion.

- Le programme a contribué à renforcer les capacités des partenaires principaux que sont ITECA et ODRINO notamment en matière de planification et mise en œuvre de projet dans le secteur de l'accès à l'eau potable avec une approche GIRE. Et bien que la collaboration avec ITECA ne se poursuivra pas lors du prochain MYP, pour autant que ITECA soit toujours présent dans la zone, le suivi devrait pouvoir se maintenir.

Points faibles :

- la capacité des institutions de base à renforcer leur rôle et leurs fonctions avec les ressources quantitativement et qualitativement (en termes de personnel, de moyens financiers et matériels) limitées dont elles disposent reste très instable en dehors de l'appui externe.

- Association de bassins versants – Sur l'ensemble des associations appuyée c'est le CBVRM qui a atteint le plus grand niveau de durabilité institutionnelle. Il est officiellement reconnu par le Ministère des Affaires Sociales. Il a à sa tête, un groupe de personnes motivées et engagée pour arriver à sa stabilité institutionnelle. Néanmoins, cette dernière n'est pas encore suffisamment atteinte à la fin du programme. Bien que les services techniques du Département du Nord-Ouest participent aux réunions initiées par le comité, un cadre plus formel de participation de ces derniers doit encore être mis sur pied, avec une claire définition des rôles de chacun. Les autorités locales ne sont pas encore pleinement parties prenantes du processus. Un processus de remobilisation des acteurs du bassin versant a été initiée la dernière année du programme avec pour but de mieux organiser les acteurs et définir les modes de participants/rôles. Enfin, le programme a contribué au processus de renouvellement du plan stratégique du comité de bassin qui est un gage de durabilité pour une telle organisation.

- Association d'irrigants – Dans le Nord-Ouest, à la fin du programme l'AIRM montraient encore des problèmes de fonctionnement et des frictions au sein de ses usagers. Ces frictions sont malheureusement liées, entre autres, aux conditions climatiques qui font que la rivière est à sec de plus en plus souvent et sur des périodes de plus en plus longue. Dans ces conditions il devient difficile pour les usagers de s'engager et de reconnaître l'utilité même de cette organisation

6.5.2. Durabilité financière

Points faibles:

- La durabilité financière des CAEPA et de associations d'irrigants est globalement mise en péril à cause de la tarification qui ne représente pas le coût vérité du service avec en plus, le faible taux de recouvrement des redevances.

- CBVRM – Dans le Nord-Ouest, le comité de bassin n'a pas pu mettre en place de stratégie pour générer des fonds en vue d'assurer son fonctionnement après le programme.

Points forts:

- Le programme a quand même permis de mettre en avant cette faiblesse et d'initier des réflexions à ce sujet. Bien que les gestionnaires soient d'accord du besoin de révision des tarifs, la situation socio-économique du pays fait qu'il a été difficile d'aller plus loin dans la période de mise en œuvre. Dans le Nord-Ouest, ODRINO a été formé sur l'élaboration de plan d'affaires et pourront continuer l'encadrement des associations.
- Des pistes ont été émises en dernière année de programme pour mettre en place des activités génératrices de revenus pour les comités des bassins versants : réalisation d'une activité basée sur les bonnes pratiques agricoles à titre pilote/démonstration tout en générant des revenus, mettre en place des groupes de micro crédit pour des activités communautaires GIRE.
- Grâce à la synergie avec le projet GIRESECALM financé par l'Union Européenne, le CBVRM a été mis en contact avec HEIFER qui est prêt à l'accompagner dans ces démarches.

6.5.3. Durabilité sociale

Points forts :

- La participation des acteurs tout au long des activités dans une démarche participative axée sur les principes de la GIRE a permis de renforcer la cohésion sociale. Par exemple, à Belladère la mise en

place des tables de concertation sur l'eau potable, a été élargie en fin de programme aux autres usagers de l'eau et a permis de leur offrir un espace de dialogue pour parler des conflits d'usage et essayer de trouver des solutions. Le principe est simple et devrait certainement se poursuivre en fin de programme.

- Les CAEPA et autres gestionnaires des services d'eau potable ont été sensibilisés sur les principes de l'accès universel et de gestion financière/redevabilité. Cela a contribué à améliorer la légitimité de ces organes de gestion auprès des usagers et pourra faciliter ces derniers à payer leur redevance même si en fin de programme, on observait encore des faiblesses dans le taux de recouvrement.

- Le programme a amélioré l'implication des autorités locales dans les activités de gouvernance. Bien que leurs moyens resteront sans doute faibles les prochaines années, au moins, ils sont mieux formés/informés pour appuyer les usagers en cas de besoin.

Points faibles :

- La durabilité sociale est encore précaire pour l'AIRM puisqu'avec la raréfaction de l'eau (la rivière Moustiques et de plus en plus souvent et longtemps à sec) les irrigants ne voient plus trop l'intérêt de s'investir dans cette institution. Pourtant, ils sont conscients qu'il est crucial de bien gérer les eaux quand elles sont là car, une bonne répartition peut permettre aux usagers les plus éloignés dans le bassin de quand même bénéficier de quelques gouttes. Malgré tout, le programme a permis de maintenir les discussions et grâce au financement de l'UE, un processus de restructuration devrait se poursuivre et se finaliser l'année 2022 pour accroitre la durabilité sociale et réduire les risques de conflits avec les usagers de l'aval qui sont de plus en plus revendicatifs.
- Le contexte socio-économique particulièrement dégradé ces dernières années rend difficile l'implication volontaire et l'esprit communautaire. Dès lors, l'avenir des structures de gestion mises en place par le programme tiendra surtout de la qualité des services rendus à la population. A cette condition, les usagers comprendront leur intérêt et pourront tant que possible contribuer à leur durabilité.

6.5.4. Durabilité technique

Points forts :
- Globalement, aussi bien pour les ouvrages d'eau potable que d'eau agricole, la qualité technique des infrastructures réalisées ou réhabilitées, donne une garantie de durabilité.
- Dans le Nord-Ouest, on a pu s'appuyer sur l'expertise de ODRINO qui est un acteur local qui restera à la fin du programme.
- Le programme a constitué un stock de pièce de rechange et a formé des techniciens au niveau de chaque CAEPA ce qui devrait contribuer à assurer le fonctionnement des systèmes au-delà des petites réparations les plus récurrentes.
- Au niveau des aménagements de bassin les techniques utilisées étaient des techniques simples basées essentiellement sur le génie végétal ou avec l'utilisation de seuils de pierres et tout le matériel était trouvé localement.

Points faibles :
- Bien que le CAEPA de Poste Métier peut compter sur la présence d'un plombier rémunéré, les autres CAEPAs ont encore des difficultés à assurer les entretiens de façons régulières. Et, le faible de taux de recouvrement des redevances pèse sur la durabilité des infrastructures. Il va de même pour l'AIRM.

- Parfois on observe certaines petites erreurs. Par exemple, la tuyauterie n'a pas été enfouie assez profondément dans le sol et, avec l'effet de l'érosion, ils deviennent apparents.

6.5.5. Durabilité environnementale

Points forts :

- - L'inscription des activités d'aménagement/reboisement des versants dégradés dans une approche participative au travers des comités de gestion des bassins a permis une prise de conscience des habitants. En fin de programme, les comités planifiaient la mise place de cellule de suivi/lutte contre les érosions. Et, autour du lac Erné, les groupes pensaient à constituer un fond communautaire pour poursuivre les travaux d'aménagement. On voit donc qu'il y a eu une réelle implication et appropriation de la démarche.

- L'installation de compteurs d'eau par certains CAEPA permet de réduire les risques de gaspillage et de sur consommation des ressources en eau.

- En plus, dans le Nord-Ouest, ces activités se poursuivront en 2022 avec le programme GIRESECALM de l'UE.

- La mise en œuvre du programme d'éducation environnementale dans les écoles a également contribué à mettre en place une dynamique communautaire de gestion durable de l'environnement avec l'avantage ici aussi que ce programme se poursuivra avec l'appui du programme GIRESECALM de l'UE dans le Nord-Ouest.

- Le fonctionnement simple des toilettes ECOSAN avec en plus leur attrait économique sont gages de durabilité de ces infrastructures d'hygiène de base au profit de l'environnement domestique direct des ménages qui les utilisent. Des séances de sensibilisation se poursuivront également en 2022 dans le Nord-Ouest via le soutien du Partenariat Flamand.

Points faibles :

- Il semble que le lien entre environnement et durabilité des services d'eau potable et agricole n'est pas encore suffisamment pris en compte alors même que les précipitations annuelles diminuent d'année en année et que la rivière Moustique est de plus en plus souvent à sec pour de longues périodes. Les activités de protection et conservation des ressources en eau menées par l'association de bassin devraient être mieux coordonnées avec les CAEPA et l'AIRM.
- Malgré de petites avancées pour installer des compteurs d'eau et encourager la vente d'eau au volume, le manque de données sur les ressources en eau souterraine est un enjeux majeure pour la durabilité environnementale.
- Le non-respect des tours d'eau et la faible prise en compte des besoins en eau pour l'écosystème par l'AIRM

6.6. Genre

En améliorant l'accès à l'eau et à l'assainissement/hygiène de base, le programme a répondu aux besoins pratiques des femmes. Cela a permis aux femmes bénéficiaires de libérer du temps libre pour d'autres activités que la corvée eau. Et, l'amélioration de la qualité de l'eau à réduit les risques de maladie chez les enfants, réduisant ainsi les frais de médecins généralement pris en charge par les mères de famille. Malheureusement, ces affirmations sont restées théoriques et elles n'ont pas fait l'objet d'une enquête de suivi.

Les productions maraichères issues des activités ECOSAN, ont permis aux femmes d'améliorer et de diversifier leurs revenus. Cette approche de jardin familiale ECOSAN a permis d'apporter une réponse à deux des principaux constats sortis du diagnostic genre réalisé à Belladère par ITECA. Le constat que les femmes ont un accès limité aux moyens de production (terre, semence, capacité technique) et par conséquent elles ont du mal à réaliser des activités génératrices de revenu garantissant une meilleure condition de vie. Et surtout, au constat selon lequel les femmes ont besoin d'être autonomisées. Les femmes autonomisées, améliorent leur estime de soi et ont une bonne vision de leurs propres contributions dans leurs familles et dans leurs communautés. Elles n'ont pas peur d'exprimer en public leurs opinions et leurs points de vue, leurs accords et désaccords. Elles n'acceptent non plus la domination masculine, mais promeuvent l'équité et reconnaissent l'importance de leur participation à des activités productives, reproductives et communautaires. L'approche ECOSAN a donc eu le double avantage de répondre aux besoins pratiques des femmes tout en les aidant à améliorer leur positionnement stratégique. Mais, ici aussi, ces faits n'ont pas fait l'objet d'une réelle étude et ne peuvent donc pas être appuyés d'arguments solides issus du terrain.

En plus, en matière de gestion, les femmes ont eu accès aux formations et ont pris part aux différents débats. Ce qui leur a permis au final de prendre assez d'assurance face aux hommes pour les convaincre de leurs capacités à occuper certains postes stratégiques. Ainsi, la majorité des CAEPA appuyé par le programme a atteint le respect de la règle des 1/3 de femmes au sein de l'organe de gestion avec souvent des femmes occupant les postes de trésorière ou de secrétaire. Le secrétaire de l'Association des Irrigants de la Rivière Moustiques est une femme. Et, Intégration de 2 femmes dans l'équipe des 4 animateurs sur l'éducation à l'environnement pour le compte du CBVRM. Cette intégration a été une intégration stratégique pour donner un exemple aux jeunes filles des écoles et leur offrir au travers de ces deux animatrices des modèles à suivre. Il sera donc intéressant dans les années à suivre, de faire une analyse auprès des jeunes filles qui auront été encadrées par ces animatrices. Cela n'ayant malheureusement pas été fait au cours de cette évaluation.

Globalement, au sein des organes de gestion accompagnés par le programme, on peut donc dire que les relations homme femme se sont améliorées et que l'égalité entre les deux devient petit à petit un enjeu institutionnel. En plus, les questions relatives au genre sont de plus en plus soulevées et questionnées par les hommes au sein des organes de gestion. Bien que malheureusement, le programme ne semble pas avoir fait suffisamment d'effort pour l'intégration les jeunes alors que cela est une préoccupation majeure de ODRINO et des autres acteurs dont le CBVRMED.

A l'avenir, l'équipe programme de Join For Water veillera à analyser dès le départ avec des femmes et des jeunes leurs besoins pratiques et intérêts stratégiques en lien avec les thématiques d'intervention. Cela devra permettre de mieux les intégrer dans le processus pour s'assurer de répondre au mieux à leurs besoins. Et également, d'utiliser les outils d'analyse reçus lors de l'évaluation pour améliorer leur travail dans cette thématique.

6.7. Participation

Le degré de participation de toutes les parties participant au projet n'a pas été explicitement abordé au cours de l'évaluation. Au lieu de cela, cela a été fait par l'équipe d'évaluation après le travail sur le terrain en triangulant plusieurs sources d'information et d'observations.

L'outil d´appréciation de la participation, fourni par Calipso.lda a été utilisé. Dans le tableau, nous avons noté le degré de participation pour chaque participant et sous le tableau, nous fournissons plus d'informations pour soutenir ces scores. Les types de participation et les valeurs correspondants sont :

5 –Co-gestion - Influence et responsabilité sur des décisions fondamentales du projet.

4 - Co-décision – on a pu se positionner et prendre des décisions sur des options opérationnelles du programme dans des différentes phases (l´identification, la conception et mise en œuvre) du projet.
3 –Co-production - participation dans des rencontres où on a pu influencer certaines décisions / On a participé dans la mise en œuvre et/ou dans le suivi des activités.
2 – Concertation - On est consulté, participation dans la mise en œuvre de certaines activités / contribution avec de main d´œuvre ou matériel avec de bénéfices en retour.
1- Consultation - participation sans savoir si la consultation porte une influence sur les décisions.
0 – Passivité - récepteur d´information

Parties prenantes	Identification	Mise en œuvre	Suivi
Join For Water	5	3	5
Iteca	5	5	5
ODRINO	5	5	5
Comités de gestion	3	3	3
Autorités (locales)	2	2	1
Bénéficiaires	1	3	1

General

En Haïti, pour le programme 17-21, Join For Water a choisi pour un partenariat en appui et plus pour un partenariat en co-exécution. Dans le cadre de cette stratégie les partenaires décident sur la priorisation des activités, les lieux d'intervention et les affectations budgétaires (évidemment dans les limites imposées par le bailleur). Le rôle de Join For Water était de donner des appuis méthodologiques aux partenaires et le suivi. On a constaté que la nouvelle stratégie n'a pas été comprise de la même manière par ODRINO. Join For Water, en partenariat avec ODRINO met en œuvre aussi 2 grands projets de l'UE dans le Nord-Ouest. Pour cette raison il y a une antenne de Join For Water à Passe Catabois. ODRINO voulait que l'équipe Join For Water travaillait sous les ordres d'ODRINO. Ceci a créé pas mal de discussions et un certain méfiance entre les équipes. Un malentendu a eu lieu quand Join For Water a cherché l'apport propre auprès des bailleurs secondaires. Le bureau à Gand avait demandé d'information (priorisation des interventions sur l'eau potable) auprès du bureau local de Join For Water afin de pouvoir élaborer un dossier de cofinancement. L'information reçu n'a pas été discutée par le bureau local avec toutes les sections d'ODRINO ce qui a créé un mécontentement et un sentiment d'imposition du part de Join For Water.
Néanmoins ces difficultés une bonne croissance institutionnelle (prise de responsabilité croissante) a pu être observé chez ODRINO et cela n'a pas eu un effet sur l'efficacité d'ODRINO sur le terrain et un accord sur la communication a été établi afin d'éviter une répétition. Chez ITECA les problèmes dus à la situation du pays n'ont pas permis une appui rapproché et on n'a pas pu constater une institutionnalisation des nouvelles approches et stratégies. CBVRMED, en étant le partenaire le plus faible, a pu améliorer son fonctionnement mais il y a encore de chemin à faire. L'utilisation faible du budget attribué confirme d'un côté l'analyse du fonctionnement de CBVRMED mais démontre aussi la non-ingérence de Join For Water dans l'exécution de leur programme.

Identification

L'identification et la conceptualisation du programme a été faite principalement d'une part en co-décision entre Join For Water, Iteca et Broederlijk Delen à Belladère et d'autre part entre Join For Water et ODRINO dans le Nord-Ouest. Les budgets ont été élaborés par les partenaires. Les comités de gestion, les chefs locaux ont contribué à fournir des informations et ont été consultés dans le

développement des diagnostics. Les bénéficiaires n'ont pas participé activement à la phase d'identification du programme, mais ont été représentés par les leaders.

Mise en œuvre

La mise en œuvre du programme a été principalement réalisée par Iteca, ODRINO et CBVRMED, en étroite collaboration avec les comités de gestion. Pour la construction et la gestion des infrastructures, les bénéficiaires ont également été directement impliqués.

La collaboration avec Broederlijk Delen a été limitée aux échanges d'information. Les autorités déconcentrées ont surtout participé sur demande des partenaires. Il n'y avait pas un réel intérêt du part des autorités locales, dû en grande partie à la situation politique dans le pays, à prendre des responsabilités.

Suivi

La participation au suivi du programme est limitée et assurée principalement par Join For Water, Iteca et ODRINO. Les comités de gestion sont sollicités pour contribuer au cadre de suivi développé par Join For Water, Iteca et ODRINO, mais ils effectuent également leur propre suivi dans le cadre de leurs tâches principales. Dans ce cadre, les leaders locaux sont impliqués (par exemple pour signaler des problèmes techniques), mais les bénéficiaires sont rarement impliqués directement sauf pour des enquêtes.

7. Conclusion

Vu le contexte très difficile on peut dire que le programme du MYP 2017-2021 s'est globalement correctement déroulé.

Les objectifs en matière de nombre supplémentaire de personnes (H/F) ayant accès à l'eau potable grâce à l'amélioration des infrastructures et de nombre du personnes (H/F) qui améliorent leurs pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement sont réalisés à 100%.
C'est avec efficacité que ces objectifs ont été atteints puisque 100% des points d'eau prévus ont été installés et que beaucoup d'efforts ont été réalisés pour diffuser les bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement via les principes d'ECOSAN.

En outre, les infrastructures construites sont de bonne qualité et garantissent une certaine durabilité technique d'autant plus que pour le Nord-Ouest, ODRINO, le partenaire responsable des travaux sera toujours présent dans la zone. Et des stocks de pièces ont été réalisées pour faciliter le dépannage en cas de petites pannes après le projet.

Le programme visait aussi à ce que les conditions de vie de la population soient améliorées grâce au développement de deux bassins versants selon les principes de la GIRE. Dans ce sens, le programme a inclus des activités pour améliorer l'accès à l'eau agricole et pour protéger les versants. Les premières activités ont été menées avec une efficacité partielle puisque, à l'heure de la réalisation de l'évaluation, seuls 50% des terres irriguées supplémentaires visées en début de programme sont irriguées durablement. Par contre, 100% des superficies de terre identifiées comme zones à risque en début de projet ont été aménagées durablement.

L'objectif relatif au nombre de structures de gestion de l'eau fonctionnelles a été réalisé plus partiellement puisqu'on l'estime à 64%. A ce titre, l'efficacité de l'équipe programme semble avoir été plus mitigée. Ainsi, la durabilité institutionnelle et financière de la plupart des structures de gestion n'est pas garantie. Et, faute de réelle intégration des CAEPAs et associations d'irrigants dans l'approche GIRE, la durabilité sociale censée être facilitée par l'approche n'a pas été suffisamment renforcée.

Pourtant, ces derniers ont été impliqués dès le départ depuis la rédaction, la mise en œuvre et le suivi du programme de manière participative au côté de Join For Water et de ses partenaires. Ainsi, il est sans doute temps de revoir la question de bénévolat dans les structures de gestion de l'eau (agricole et potable). Il est temps pour les structures compétentes d'expérimenter un type mixte de gestion ou une gestion communautaire avec des postes rémunérés. La gestion communautaire ne marche pas à longue terme. En dépit des efforts consentis par les partenaires de mise en œuvre et Join for Water, les résultats restent mitigés. Les équipes « infrastructure » et « ingénierie sociale » n'ont pas travaillé ensemble. Comme conséquence la gestion n'est pour la plupart des services pas en lien avec le dessin de l'infrastructure.

Vu les difficultés de déplacement vers la zone de Belladère l'appui à ITECA n'a pas donné le résultat attendu en ce qui concerne le développement des plans des sous bassins versants. La relation avec ODRINO a été difficile dû à une différence dans l'interprétation des rôles de chaque partenaire. Cependant, l'accompagnement de ODRINO par Join For Water a été efficace et a contribué à assurer la durabilité institutionnelle de cet acteur de développement pour Haïti.

On estime que l'aspect genre a été suffisamment pris en compte par le programme puisqu'en fin de programme globalement 78% des postes à responsabilité de l'ensemble des structures de gestion étaient occupés par des femmes. Tout au long du programme, les femmes ont été informées/formées/encouragées à s'impliquer davantage. Elles ont saisi les opportunités données et les hommes ont mieux acceptés et reconnus leurs capacités.

L'équipe programme a produit plus de documents que prévu. Par contre, elle n'a donné aucun résultat en matière de plaidoyer et des résultats faibles en matière de participation aux plateformes de partage d'expérience. Cependant, cette situation est à mettre en relation avec la situation sécuritaire du pays ainsi que la pandémie du la COVID 19 qui a rendu les déplacements et les rencontres en présentiel difficiles.

En améliorant l'accès aux services d'eau potable, hygiène/assainissement et eau agricole, on peut conclure que le programme a eu des impacts positifs en matière de santé et de sécurité alimentaire. Et, grâce à l'approche GIRE et par, entre autres, la restauration de 211 ha de terre, il a aussi eu un impact positif sur l'environnement.

Le système de MSE (Monitoring, Suivi et évaluation) n'était pas assez performant. Le suivi était trop focalisé sur les indicateurs à atteindre dans le cadre logique. Le nombre d'indicateurs était trop limité et/ou ils étaient définis de manière trop générale empêchant d'avoir une vue claire sur le programme. Manquait dans le programme une stratégie d'apprentissage. Le programme n'avait pas prévu de suivre les services mis en place ni leurs effets dans la durée des activités. De ce fait, les équipes n'avaient pas l'input nécessaire pour améliorer les stratégies utilisées pendant la durée du programme.

Enfin, concernant le processus d'auto-évaluation on peut dire que son principal intérêt a été de renforcer l'équipe de Join For Water et de ses partenaires en matière de suivi/évaluation de projet et que c'est un atout majeur pour améliorer leur fonctionnement futur.

8. Recommandations - Avec le recul, qu'aurions-nous fait différemment ?

Gestion du programme

En ce qui concerne la gestion du programme, un point faible a été la différente interprétation de la stratégie de partenariat entre ODRINO et Join For Water pendant trop de temps. Il est donc

recommandé que Join For Water et ODRINO fassent plus d'efforts pour communiquer les défis spécifiques et signaler et éclaircir les problèmes à un stade précoce. Cela doit coïncider avec un soutien plus actif et un échange de connaissances entre ODRINO et Join For Water.

On a aussi constaté un manque de concertation/coordination entre l'équipe « infrastructure » et l'équipe « sociale ». Or, la possible durabilité de la gestion des services est fortement lié au dessin et choix techniques. Il est recommandé que la logique d'intervention soit définie ensemble par les différentes équipes afin de s'assurer que le dessin de l'infrastructure facilitera la gestion nécessaire des services. Il est indispensable de décider le type et les modalités de gestion (couvrir les frais en assurant l'accès) avant le dessin final des infrastructures. Ceci pour créer les conditions nécessaires à assurer la durabilité des services. Or, vu la faible durabilité financière de la plupart des services il est nécessaire dès à présent d'expérimenter d'autres formes de gestion (p.ex. gestion communautaire avec rémunération, gestion professionnelle (affermage),…

Renforcement mutuel des capacités

Les rôles et tâches de chaque partenaire n'ont pas été clairement définis au début de l'action. Cela a entraîné des attentes non satisfaites, de la méfiance et de la frustration parmi les différents partenaires du programme. Des accords clairs dès le départ auraient facilité la mise en œuvre du programme.

En plus, il faut améliorer le système de Suivi et Evaluation, développer un plan clair et réaliste pour collecter les données de base au début d'un nouveau programme et ensuite les documenter dans un format numérique. Une stratégie d'apprentissage devrait être développée. Un suivi ne sert pas uniquement pour rapporter sur les indicateurs mais surtout pour comprendre si les stratégies appliquées et les activités développées ont les résultats attendus. L'information recollectée sur le fonctionnement des services mis en place aidera à améliorer l'intervention de manière continue.

9. Annexes

Tableau 1 : les questions d'évaluation retenues et leurs liens avec les critères OCDE.

THEMATIQUES	Questions évaluatrices	OCDE - COHERENCE/PERTINENCE/EFFICACITE/DURABILITE/EFFICIENCE/IMPACT	Méthodologie de réponse	
ACCES A L EAU (R2 - R3)	1. Depuis 2017 quels ont été les grands changements en matière d'accès à l'eau potable/agricole? 2. Quels ont été les apports majeurs de JFW/ODRINO-ITECA? 3. Quels ont été les freins/obstacles à l'implication des usagers, des membres des AI, des membres des CAEPA et des autorités locales? 4. Si on ferait ce programme de nouveau, qu'est-ce qu'on ferait de la même façon et qu'est-ce qu'on ferait différemment; et pourquoi?	1. Impact / Cohérence 2. Efficacité 3. Efficacité 4. Pertinence, cohérence et durabilité	Evaluation par paires Suivi temporel	1. CAEPA PM / CAEPA PC 2. Kiosques de Belladère ITECA-CAEPA Croix-Fer 3. PI K-Laroche/PI Croix-Fer PI K-Laroche-PI Bidal/Pernal 10. AIRM-ODRINO-JFW

	1. Quels sont les produits/quel est le niveau d'atteinte de ce résultat? 2. Est-ce que les acteurs qu'on a impliqués sont les acteurs pertinents, ou faillait-il impliquer davantage d'autres acteurs ? 3. Quels sont les chgts au niveau des relations entre les différents acteurs?	1. Efficacité / efficience / durabilité / Cohérence 2. Efficience / durabilité / Cohérence 3. Cohérence / durabilité	Revue documentaire Observations directes (SIG, photos) Entretiens semi structurés avec des usagers Groupe de discussions	JFW - ODRINO - ITECA
GOUVERNANCE (R1)	1. Depuis 2017, quels sont les changements majeurs en matière de gouvernance? Quels ont été les apports majeures de JFW/ODRINO-ITECA? 2. Quels ont été les relations avec les autorités locales et les institutions étatiques? 3. Quels ont été les changements observés au niveau de l'implication des femmes dans le programme? 4. Est-ce que le programme a suffisamment contribué pour que les acteurs (y compris les femmes!) puissent assumer leurs responsabilités ? 5. Si on ferait ce programme de nouveau, qu'est-ce qu'on ferait de la même façon et qu'est-ce qu'on ferait différemment; et pourquoi?	1. Impact / Durabilité 2. Cohérence 3. Pertinence / Genre 4. Efficacité / Durabilité 5. Pertinence, cohérence et durabilité	Evaluation par paires Suivi temporel	1. CAEPA PM / CAEPA PC 2. Kiosques de Belladère ITECA-CAEPA Croix-Fer 3. PI K-Laroche/PI Croix-Fer PI K-Laroche/PI Bidal/Pernal

	1. Quels sont les produits/quel est le niveau d'atteinte de ce résultat? 2. Est-ce que les acteurs qu'on a impliqués sont les acteurs pertinents, ou faillait-il impliquer davantage d'autres acteurs ? 3. Est-ce que le programme a suffisamment contribué pour renforcer les relations / collaboration entre les différents acteurs ? 4. Est-ce que les changements souhaités au niveau des acteurs étaient bien formulés et réalistes ?	1. Efficacité / efficience / durabilité / Cohérence 2. Efficience / durabilité / Cohérence 3. Durabilité / Pertinence 4. Efficience / Pertinence	Revue documentaire Entretiens semi structurés avec des usagers Groupe de discussions	JFW - ODRINO - ITECA
CAPITALISATION (R5)	1. Quels sont les produits/quel est le niveau d'atteinte de ce résultat? 2. Les thématiques de capitalisation étaient-elles pertinentes? 3. Comment les nouvelles connaissances peuvent-elles servir les autres projets/programmes ? 4. Comment améliorer le processus de capitalisation?	1. Efficacité / efficience / durabilité / Cohérence 2. Pertinence 3. Durabilité / Cohérence / Impact 4. Efficience / Durabilité	Revue documentaire Groupe de discussions	JFW - ODRINO - ITECA

GIRE (R4)	1. Depuis 2017, quels sont les grands changements au niveau du CBVRM et quel a été l'appui de JFW/ODRINO? 2. Est-ce que les acteurs qu'on a impliqué sont les acteurs pertinents, ou faillait-il impliquer davantage d'autres acteurs ? 3. Quels ont été les changements observés au niveau de l'implication des femmes dans le programme? 4. Est-ce que le programme a suffisamment contribué pour que les acteurs (y compris les femmes!) puissent assumer leurs responsabilités ? 5. Est ce que l'approche GIRE a favorisé l'implication des acteurs? 6. Quelles améliorations en matière de durabilité/autonomisation du CBVRM ont elles été réalisées? 7. Si on ferait ce programme de nouveau, qu'est-ce qu'on ferait de la même façon et qu'est-ce qu'on ferait différemment; et pourquoi?	1. Impact / Cohérence /Efficacité 2, Durabilité 3. Efficience / durabilité / Cohérence 4. Efficience / durabilité / Cohérence 5. Efficience / durabilité / Cohérence 6. Efficience / durabilité / Cohérence 7. Pertinence, cohérence et durabilité	Revue documentaire Groupe de discussions	CBVRM - ODRINO - JFW

	1. Quels sont les produits/quel est le niveau d'atteinte de ce résultat? 2. Est-ce que les changements souhaités au niveau des acteurs étaient bien formulés et réalistes ? 3. Est-ce que le programme à suffisamment contribué pour renforcer les relations / collaboration entre les différents acteurs ?	1. Efficacité / efficience / durabilité / Cohérence 2. Efficience / durabilité / Cohérence 3. Efficacité / efficience / durabilité / Cohérence	Revue documentaire Observations directes (SIG, Photos) Entretiens semi structurés avec les usagers	CBVRM - ODRINO - JFW

Tableau 2 : Cadre logique et valeurs indicateurs

Indicateurs	Ligne de base	Résultats attendus à la fin du programme	Résultats actuels	% d'atteinte des résultats	Source de vérification
Objectif spécifique : Les conditions de vie de la population sont améliorées grâce au développement de deux bassins versants selon les principes de GIRE					
IO.1 : Nombre supplémentaire de personnes (H/F) ayant accès à l'eau potable grâce à l'amélioration des infrastructures	22.100 personnes (H: 10.829 et F: 11.271)	+ 2.500 + 800 personnes (H/F) Cumul = 25.400 personnes (H: 12.444 et F: 12.956)	***Nord-Ouest*** CAEPA Passe-Catabois : 1330 CAEPA Poste-Métier : 2018 CAEPA Caluc : 1500 CAEPA Foison : 1380 CAEPA Lacoma : 1100 CAEPA Dispite : 765 ***Centre/Belladère*** CAEPA Croix-Fer: 666 CAEPA K-Laroche: 360 PE Bidal: 270 PE Morne Couleuvre: 282 ***Total résultats = 9671*** **Cumul =31771**	+100%	Rapports annuels Résultats des enquêtes réalisées Constat sur le terrain
IO.2 : Nombre de personnes (H/F) qui améliorent leurs pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement.	100 personnes (H: 49 et F: 51)	+300 + 500 personnes (H/ F) Cumul 900 personnes (H: 439 et F: 461)	Passe-Catabois : 400 Poste-Métier : 393 Belladère : 3502 ***Total résultats = 4295*** **Cumul = 4395**	+100%	Rapport de suivi Rapports annuels Rapport d'enquêtes

IO.3 : Nombre de structures de gestion de l'eau fonctionnelles dans le Bassin Versant Moustiques	3 sur 11 structures fonctionnelles	+6 +2 Cumul = 11 structures	***Nord-Ouest*** Comité de Bassin Versant Rivière Moustiques CAEPA Poste-Métier CAEPA Foison CAEPA Caluc ***Centre/Belladère*** CAEPA Croix-Fer Association Irrigants de K-Laroche Association irrigants de Croix-Fer ***Total résultat =7***	64%	Rapports annuels Archives des structures
R1 - Les organisations partenaires et les acteurs locaux assument leur rôle dans la planification, concertation, mise en œuvre, gestion et suivi					
IR1.1 : Degré d'exercice du mandat des acteurs (CAEPA, AI, CBV, CoPil)	Degré assez instable (27% en moyenne)	+ 23% + 20% Cumul =27%+23%+20% = 70%	45%	64%	Rapports de suivi, analyse de performance
IR1.2 : Degré de performance [1] des principaux partenaires dans l'exécution des priorités des bassins versants, au point de vue technique et ingénierie sociale.	ODRINO : réalisation infrastructures EP/irrigation et implication sur le renforcement autres acteurs CBVRMED : maîtrise des techniques de protection de sols ITECA : l'ingénierie sociale est ancrée dans son approche	ODRINO : performant dans le montage projets, l'ingénierie sociale et l'administration des projets, y compris rapportage. CBVRMED : performant dans l'intermédiation sociale et application du cycle de projet ITECA : +2 plans stratégiques co-animés et co-appliqués dans 1 sous-bassin	ODRINO : très performant dans l'ingénierie sociale, performant dans la GIRE et le montage de projets. il a une équipe finances/administration de 4 personnes; mais faiblesse dans la soumission de rapports financiers a temps. CBVRMED : performant dans l'intermédiation sociale. Encore faible maitrise du cycle de projet ITECA : Equipe ITECA renforcée en GIRE. Equipe capable de piloter le	80% 50% 0%	Rapports de suivi, analyse de performance

			processus de mis en place de comité de BV suivant l'approche GIRE ; pas de plan stratégique co-animé		
IR1.3 : % de postes de responsabilité occupées par femmes dans les CAEPA, AI, CBV, CoPil	15%	+5% + 10 % Cumul = 15+ 5 + 10 = 30%	23.30%	78%	Liste des membres des comités ; PV des élections ; évaluation sur l'implication active des femmes Rapports des indicateurs
R2- Des sous bassins versants à risque d'érosion élevé sont protégés et des effets multiplicateurs sont générés au niveau des deux bassins versants.					
IR2.1 : Superficie protégée (en ha) de zones identifiées comme zones à risque dans le plan stratégique des bassins versants.	400 ha	+120 ha +80 ha Cumul 400+120+80 = 600 ha	***Nord-Ouest*** Matha : 23.75 ha ; Nan Kouto : 12.12 ha; Dispite: 9.37 ha; Dinise : 17.32 ha Calbassier : 57.24 ha ***Belladère*** Sous Bassin Versant Roche-Plate : 91.25 ***Total résultat= 211.05 ha***	+100%	Rapport SIG Rapports annuels Interviews
IR2.2 Nombre de familles qui optimisent l'utilisation de l'eau et d'autres ressources naturelles (potager, compost) dans les sous-bassins versants.	30 familles dont 19 femmes chef de ménage	+80 +80 familles dont 1/3 femmes chef de ménage Cumul =30 + 80 + 80= 190 familles dont 73 femmes chef de ménage	***Nord-Ouest :*** 100 familles ***Belladère :*** 97 familles 36% femmes chef de ménage Total : 197 familles Cumul : 217	+100%	Rapports annuels Suivi sur le terrain

R3- L'accès a et l'utilisation de l'eau potable et des services d'assainissement sont augmentés					
IR 3.1: Nombre de points d'eau installés	46 points d'eau et 71 prises privées 18 kiosques mal gérés 3 sources captées	+ 15 points d'eau Cumul : 46+15=61 points d'eau 18 kiosques fonctionnels +2+3 sources captées Cumul = 3+2+3 = 8 sources captées	***Nord-Ouest*** Passe-Catabois : 5 fontaines, 1 puits et 12 prises privées ; Poste-Métier: 5 fontaines et 3 prises privées Foison: 6 fontaines, 2 puits; Caluc: 5 fontaines; Lacoma: 4 fontaines; Dispite: 3 fontaines ***Centre/Belladère*** 10 kiosques réhabilités; 1 puits réhabilité à Bidal; 1 source captée à Morne Couleuvre; 1 source captée à K-Laroche et 3 fontaines construites et connectées;	+100%	Rapports annuels. Bases de données des CAEPA
R4- L'accès à, la gestion et la valorisation de l'eau agricole (irrigation et drainage) sont améliorés					
IR 4.1: Superficie supplémentaire des parcelles irriguées durablement	600 ha durablement irrigués.	+108 ha Cumul = 722 +108 ha = 830 ha	***Centre/Belladère*** Bidal: 10 ha; K-Laroche (Despeignes) 48 ha ***Nord-Ouest*** Plaine des Moustiques: 70.46 ha	50%	Plan directeur d'irrigation de la plaine de Moustiques Rapport SIG

IR4.2: Nombre de personnes (H/F) ayant un accès durable à l'eau agricole par une meilleure gestion et par l'amélioration des infrastructures	1460 personnes (H: 715 F: 744) ont un accès durable.	+316+277 personnes Cumul = 1460+593 = 2052 personnes (H: 1006 F: 1047)	***Centre/Belladère*** Bidal: 20 familles/100 usagers K-Laroche (Despeignes) 80 familles/400 usagers ***Nord-Ouest*** Plaine des Moustiques: 130 familles/650 usagers Cumul= 2610 personnes	70%	Rapports annuels
R5- Les leçons et les acquis dans les 2 bassins versants sont partagés, capitalisés et diffusés					
IR5.1 : Nombre d'échanges organisés	10 échanges lors des programmes précédents 2 plaidoyers	+2 +2 échanges Cumul = 4 échanges +1 +1 plaidoyer Cumul = 4 plaidoyers	CAEPA Poste-Métier/Passe-Catabois et CAEPA Croix-Fer; Associations irrigants Bidal/Pernal, K-Laroche, Croix-Fer et Association irrigants Rivière Moustiques (AIRM); Associations irrigants Bidal/Pernal, K-Laroche, Croix-Fer, membre comités aménagements versants et homologues de St Raphael; CAEPA Poste-Métier/Passe-Catabois, AIRM et structure de gestion de l'eau à Petit Carénage et Hatte Ti Louis,CAEPA; Associations irrigants Bidal/Pernal, K-Laroche, Croix-Fer, membre comités aménagements versants, CAEPA Croix-Fer et Groupement Petit	Echanges : +100% Plaidoyer : 0%	Rapports annuels Rapports des visites d'échanges

			Périmètre Irrigué de Petit Carénage		
IR5.2 : Nombre de publications réalisées	7 lors de programmes précédents	+3+3 publications Cumul = 13 publications	9 publications	+100%	Rapports annuels Existence des documents produits
IR5.3 : Nombre de forums/plateformes où Protos participe et partage des expériences	Membre de 2 plateformes sectorielles : PEPA et FONHADI	+2+1 forum Cumul= 2+2+1 forum = 5 forums	1	33%	Archives de la PEPA

Tableau 3 : Degré d'exercice de mandat des structures d'eau potable

Structures	*Départements*	*Communes*	*Siege social*	*Degré d'exercice de mandat*
CAEPA Croix-Fer	Centre	Belladère	Croix-Fer	45%
CAEPA Poste-Métier	Nord-Ouest	Port-de-Paix	Poste-Métier	71%
CAEPA Passe-Catabois	Nord-Ouest	Port-de-Paix	Passe-Catabois	26%
CAEPA Foison	Nord-Ouest	Port-de-Paix	Foison	Nouvelle structure
CAEPA Caluc	Nord-Ouest	Port-de-Paix	Caluc	Nouvelle structure
CAEPA Lacoma	Nord-Ouest	Jean-Rabel	Lacoma	Nouvelle structure
CAEPA Dispite	Nord-Ouest	Jean-Rabel	Dispite	Nouvelle structure

Tableau 4 : Le degré d'exercice de mandat pour les structures eau agricole varie d'une structure à l'eau.

Structures	*Départements*	*Communes*	*Siege social*	*Degré d'exercice de mandat*
AISIC	Centre	Belladère	Croix-Fer	43%
AIKA	Centre	Belladère	K-Laroche	46%
AIBIP	Centre	Belladère	Bidal/Bernal	44%
AIRM	Nord-Ouest	Port-de-Paix	Passe-Catabois	39%

Tableau 5 : Pourcentage de femmes membres comité

Structures	*Départements*	*Pourcentage de femmes membres comité*
KSABV	Centre	40%
AISIC	Centre	22%
AIKA	Centre	22%
AIBIP	Centre	19%
CAEPA Croix-Fer	Centre	28%
CAEPA Poste-Métier	Nord-Ouest	14%
CAEPA Lacoma	Nord-Ouest	22%
CAEPA Dispite	Nord-Ouest	25%
CAEPA Passe-Catabois	Nord-Ouest	19%
CAEPA Foison	Nord-Ouest	18%
CAEPA Caluc	Nord-Ouest	44%
AIRM	Nord-Ouest	17%
CBVRMED	Nord-Ouest	13%

Tableau 6 : Principaux points d'eau installés par le programme ainsi que le nombre de personnes desservies.

Départements	*Structures*	*Quantité*	*Nombre de familles supplémentaires*
Nord-Ouest	CAEPA Passe-Catabois	5 fontaines, 1 puits et 12 prises privées	1330
Nord-Ouest	CAEPA Poste-Métier	5 fontaines et 3 prises privées	2018
Nord-Ouest	CAEPA Foison	6 fontaines, 2 puits	1380
Nord-Ouest	CAEPA Caluc	5 fontaines	1500
Nord-Ouest	CAEPA Lacoma	4 fontaines	1100
Nord-Ouest	CAEPA Dispite	3 fontaines	765
Centre/Belladère	CAEPA Croix-Fer	10 kiosques réhabilités	666
Centre/Belladère	Point d'eau à Bidal	1 puits réhabilité	270
Centre/Belladère	Point d'eau à Morne Couleuvre	1 source captée à Morne Couleuvre	282
Centre/Belladère	CAEPA K-Laroche	1 source captée à K-Laroche et 5 fontaines construites	360

Tableau 7 : Structures/personnes rencontrées pendant évaluation.

Nord-Ouest

- ✓ Comité AIRM ;
- ✓ Comité Bloc/Comités Canaux Moustiques
- ✓ Comité Bassin Versant Rivière Moustiques pour une Exploitation Durable
- ✓ CAEPA Poste-Métier ;
- ✓ CAEPA Passe-Catabois ;
- ✓ ODRINO (Bruce Robinson, Ludny Thomas, Widelie Olibrice)
- ✓ Join for Water/Protos (Verlaine, Céline/Dirk/Ewald)

- Personnes rencontrées
  - Bénéficiaires agro-foresterie
  Hommes : St Juste Valéry, Jocelet, Jacques Antoine
  Femmes : Saintamène Octavius, Solange Esterling, Marante
    - Assainissement : Nènè
    - Eau potable (3 ménages)

Belladère

- Bénéficiaires:
  - Agroforesterie (3H,3F)
  - Assainissement (1 ménage, c'était jour de marché)
  - Eau potable (3 ménages)
- Membres comités:
  - Comité AIBIP ;
  - Comité AICIC ;
  - Président et trésorier d'AIKA

    - Président CAEPA Kalawash
    - Présidents des point d'eau
- Equipe du programme d'Iteca: Léonie (Animatrice), Michel (Coordinateur), Davillard (CdP), Madher (Technicien), Hurguens (Technicien)
- Synergie partenaires BD: Geraldine Boon et Monique Van Meegeren

Visites de terrain:

    - Agroforestry/GIRE: Morne Gabaud, Morne Couleuvre (2/3 Mornes), Couteau, Source Rivière Moustique
        - Jardins agroforestiers
        - Mesures anti-érosion
        - Captage des sources
    - Accès à l'eau (potable & agricole): K-Laroche, Bidal, Pernal, Poste Métier, Foison, PI Rivière Moustique
        - Canaux irrigation; PI; aqueducs
        - Protection des berges
        - Captage des sources
        - Points d'eau (potable); fontaines; Kiosques d'eau (potable)

Tableau 8 : Calendrier

LUNDI 25	MARDI 26	MERCREDI 27	JEUDI 28	VENDREDI 29
				PAIRE PI BELLADERE + ITECA
		CAEPA PM/CAEPA PC Verlaine + Widelie + Gumel	CAEPA PM/CAEPA PC Verlaine + Widelie + Gumel	Ewald: Visite sur PI rivière Moustiques Dirk-Ewald-Céline: Analyse des indicateurs NO
		Ewald: Briefing avec Verlaine partage et lecture de documents projets	Ewald: - Réunion capitalisation avec Gand - Visite terrain avec comité de BV Moustiques - Visite système Eau Potable de FOISON avec président CAEPA Passe Catabois	
LUNDI 1	**MARDI 2**	**MERCREDI 3**	**JEUDI 4**	**VENDREDI 5**
Départ Ewald et Verlaine pou	Depart Belladere (PC-Belladere via Gonaives)	PAIRE PI BELLADERE + ITECA + Revision/analyse CaLo + Visites de terrains + Groupe de discussion capitalisation ITECA/JFW	Groupe de discussion ITECA/JFW sur: Acces à l'eau et gourvenance + Revision/analyse CaLo + Visites de terrains + Groupe de discussion capitalisation ITECA/JFW	Retour PC via Gonaives
LUNDI 8	**MARDI 9**	**MERCREDI 10**	**JEUDI 11**	**VENDREDI 12**
JFW/ODRINO (+CAEPA/CBVRM(?)) PRESENTATION DIRK - Partage d'exéprience Madagascar + calcul plan d'affaire	GROUPE DE DISCUSSION JFW/ODRINO ACCES EAU-GOUVERNANCE	Départ Dirk/Ewalde + Groupe de discussion GIRE ODRINO/JFW	Capitalisation ODRINO/JFW Révision Calo NO (Verlaine, Céline et LH)	Groupe de discussion AIRM/JFW/ODRINO

Tableau 9 : Bibliographie

Protos (Join For Water) : Base de données suivi-évaluation MYP4 - Haiti, november 2021

Protos (Join For Water) : Conventions de partenariat (bilatérale et multi acteurs) et protocoles de collaboration

Protos (Join For Water) : Documents techniques (APS, APD, DAO, croquis/plans/schémas) des ouvrages et supports (PV divers, ANO, contrats)

Protos (Join For Water) : Dossier Technique et Financier (DTF) du programme Haïti 2017-2021, mars 2017

Protos (Join For Water) : Manuel de suivi-évaluation MYP4

Protos (Join For Water) : Etudes Genre

Protos (Join For Water) : Etudes GIRE

Protos (Join For Water) : Rapports annuels à la DGD (scores de performance, leçons apprises)

Protos (Join For Water) : Rapports internes (Trimestriels, RapNar, rapports annuels)

Protos (Join For Water) : Rapportage narratif Haïti – MYP-2017-2021

Protos (Join For Water) : Plans de travail annuels

Protos (Join For Water) : Capitalisations

ACE Europe : Rapport Pays ACE Europe : Evaluation thématique sur la durabilité financière et l'accès universel aux services d'eau potable et d'assainissement ; avril 2020